

# **EXECUTION DE L'EPRD ET ANALYSE DES COMPTES AU 31 DECEMBRE 2023**

**Conseil d'Administration du 15 mars 2024**

<b>Introduction</b>	<b>3</b>
<b>1 ACTIVITE</b>	<b>11</b>
1.1 Cessions de PSL aux Etablissements de Santé	11
1.2 Prélèvements	12
1.3 Activités de laboratoire	13
1.4 Plasma pour fractionnement	13
<b>2 Analyse du compte de résultat</b>	<b>14</b>
2.2 Analyse du résultat financier	30
2.3 Impôt sur les sociétés – Impôt forfaitaire annuel	30
<b>3 Investissements</b>	<b>31</b>
3.1 Les investissements immobiliers	32
3.2 Les investissements matériels	34
3.3 Les investissements informatiques	35
3.4 Les autres investissements	35
<b>4 Analyse des équilibres financiers</b>	<b>37</b>
4.1 Variation du fonds de roulement	37
4.2 Variation nette de trésorerie	42

# INTRODUCTION

## Une évolution contrastée des activités de l'EFS.

**Une nouvelle baisse des cessions de CGR à hauteur de 4,3%** par rapport à l'exercice 2022 a été enregistrée. Entre 2019 et 2023, les cessions de CGR ont chuté de 9,1% et l'année 2023 représente la plus forte décroissance annuelle constatée sur cette activité.

## Dans le même temps, la reprise de la production de plasma pour fractionnement en 2023 a permis de livrer près de 830 KL au fractionnement français

Après une année de production de plasma pour fractionnement particulièrement basse en 2022 qui a donné lieu au **versement d'une pénalité au LFB de 2,0 M€ en 2023**, il est à noter une **bonne reprise de l'activité de plasmaphérèse qui compense en partie la baisse d'activité sur le prélèvement de sang total**.

Cette reprise a été rendue possible grâce à la réarticulation d'une partie des effectifs du prélèvement de sang total vers la plasmaphérèse, la réalisation de campagnes publicitaires spécifiques plasma et le développement de politique de conversion de donneurs de sang total vers le plasma. Toutefois, cette croissance d'activité n'a à ce stade pas d'effet favorable sur les comptes financiers de l'EFS, la tarification actuelle ne permettant pas d'équilibrer l'activité.

Ces évolutions d'activité n'ont pas permis de renforcer le chiffre d'affaires de l'EFS et par conséquent ont accentué **les problèmes de trésorerie déjà attendus**. L'Etablissement a connu une année 2023 particulièrement difficile sur ce plan. Rappelons que l'EFS disposait d'une trésorerie confortable en sortie de crise sanitaire, puisque fin 2021, elle s'élevait à 83 M€. Les années 2022 puis 2023 l'ont asséchée, les investissements de ces deux dernières années ayant été autofinancés avec en parallèle une capacité d'autofinancement orientée à la baisse. L'Etablissement a utilisé sa ligne de découvert durant quelques journées au cours de l'été 2023, situation inédite qui témoigne des difficultés d'équilibrage de la trésorerie sur l'exercice.

**Le budget rectificatif approuvé à mi-année** a permis de maintenir l'Etablissement dans une situation économique viable mais non pérenne, confortant la nécessité de définir un nouveau modèle économique à mettre en œuvre dès l'année 2024.

## La politique de maîtrise des dépenses engagée par l'EFS dès 2022 a été accentuée en 2023

Dans ce contexte difficile, l'EFS est engagé dans **une politique de maîtrise des dépenses**.

A compter du second semestre 2022, les dépenses d'investissement ont été resserrées et recentrées sur le cœur d'activité et les investissements incontournables (sécurité, maintien des installations et équipements en condition opérationnelle). Ainsi, alors même que les besoins d'investissement étaient estimés à 70 millions d'euros annuels, ils n'ont atteint que 51,0 M€ en 2022 et 38,5 M€ en 2023. Pourtant, les missions de l'IGAS et de la Cour des Comptes soulignaient déjà en 2018 la nécessité de relancer des investissements importants sur les systèmes d'information, le volet immobilier et le renouvellement des équipements de l'EFS. Ils conditionnent la sécurité de nos produits, l'amélioration de l'efficacité des activités de demain, les conditions de travail de nos collaborateurs et les conditions d'accueil de nos donneurs.

Il en est de même sur les charges externes et les effectifs qui ont été contraints depuis 2022. L'Etablissement a suspendu le lancement de nouveaux projets et a décalé les dépenses qui ne pénalisaient pas la continuité d'activité. Sur le volet des effectifs, un ajustement de ces derniers au niveau de production attendu a été réalisé.

## Autres éléments significatifs intervenus en 2023

Fin 2022, l'EFS a adressé **un rescrit à l'administration fiscale** relatif à une proposition de nouvelle méthodologie de calcul du prorata de TVA récupérable. L'Etablissement propose de calculer son coefficient d'assujettissement à la TVA déductible en fonction des surfaces occupées par ses différentes activités. Ce critère « traduit la proportion d'utilisation de ses dépenses pour les activités imposables sur l'ensemble de ses activités ».

**L'administration fiscale a répondu favorablement à cette sollicitation mi-février 2024. L'impact net positif de ce changement de calcul s'établit à 11,2 M€** et se décompose comme suit :

- La reprise de la provision constituée sur les déductions de TVA de 2020 et 2021 pour 7,2 M€ ;
- L'intégration de la TVA déductible supplémentaire pour 2022 et 2023 en application des nouvelles modalités de calcul pour 3,6 M€ ;
- L'ajustement des montants relatifs à la TVA à reverser sur immobilisations pour 0,4 M€.

**La généralisation du dépistage du VHE** est évaluée à 1,7 M€ en 2023, cette mesure a été mise en œuvre en début d'année 2023 et n'a pas bénéficié de financement complémentaire spécifique.

**La possibilité d'octroi d'indemnités d'imprévision** sur les achats passés et **la réalisation d'avenants pour les dépenses à venir** sont des risques identifiés que l'Etablissement doit tenter de maîtriser au maximum compte tenu de sa difficulté à répercuter les augmentations pratiquées à ses propres clients (tarification réglementée sur les principales activités de l'Etablissement et/ou conventionnée). Certains fournisseurs titulaires de marchés publics avec l'EFS ont sollicité la prise en compte de leurs difficultés financières imprévisibles et demandé, conformément à la circulaire du Premier Ministre du 30 mars 2022 que leur soient accordées des indemnités d'imprévision.

**La vente de Saint Laurent du Var** a abouti sur le second trimestre 2023, cette vente a généré un produit de cession d'actif de 5,0 M€.

L'année 2023 a été marquée par **la poursuite de projets de transformation** importants sur les fonctions supports : le déploiement d'un nouvel outil d'élaboration budgétaire afin de pouvoir construire un budget par destination répondant aux exigences du nouvel infocentre INFINOE déployé par l'Etat en 2024 ou encore le début du déploiement du projet INNOVENTE visant à centraliser les métiers de la recette à l'EFS. La migration SAP HANA indispensable à la poursuite de l'utilisation de SAP a été déployée en fin d'année 2023. La poursuite du projet INNOVADON avec le déploiement du CRM constitue une évolution majeure des métiers autour du marketing donneur.

Enfin, sur le plan de **la gouvernance de l'Etablissement**, François Toujas a quitté ses fonctions courant octobre 2023 à la fin de son troisième mandat et la nomination de Frédéric Pacoud est intervenue en toute fin d'année.

# SYNTHESE DE L'EXECUTION DE L'EPRD

## Exécution du budget rectificatif 2023 :

**La situation financière de l'Etablissement est restée très fragile durant l'ensemble de l'année 2023** avec la nécessité d'un refinancement au mois de juillet lors de la construction du budget rectificatif 2023.

**L'activité de cession de PSL a présenté une tendance baissière plus importante que prévue**, ce qui a eu pour conséquence directe une diminution forte du chiffre d'affaires et une amplification de la dégradation de la trésorerie déjà en forte tension (conformément aux prévisions présentées lors des rendez-vous statutaires de fin d'année 2022).

**En parallèle, l'Etablissement a retrouvé des capacités opérationnelles plus satisfaisantes** en matière de prélèvement du fait notamment d'une rétractation de l'absentéisme et ce, en dépit de difficultés de recrutement persistantes sur certains métiers critiques (IDE, chauffeurs). L'effort de l'Etablissement a été particulièrement tourné vers le développement de l'activité de plasmaphérèse afin de répondre aux enjeux liés à la pénurie de médicaments dérivés du plasma et au renforcement de notre souveraineté sanitaire.

Toutefois, le niveau de productivité est resté affecté par trois facteurs : la fréquentation aléatoire des donneurs sur les collectes, le manque de personnel dans certains bassins et la mise en formation de personnels liée à la transformation indispensable en cours sur la collecte (EPDI, TMC et plasma).

**Le budget rectificatif 2023 avait pour objectif de soutenir le développement de la plasmaphérèse**, tout en consolidant et en amplifiant les efforts déjà engagés sur le volet des dépenses. Ce budget rectificatif a été soutenu par un refinancement de 20,0 M€ de l'Etablissement : octroi d'une subvention supplémentaire de 15,0 M€ et revalorisation de la tarification des plaquettes de 5,0 M€ (effet 2023). Il intégrait également la confirmation d'une subvention complémentaire liée à la baisse du B d'IH pour 3,2 M€.

Le budget rectificatif reposait sur l'hypothèse d'un maintien du schéma d'emploi à date, malgré les besoins identifiés de la structure (exemple : projets de transformation). Cela a conduit l'Etablissement à des choix difficiles : gel des projets MTI, non remplacement sur des fonctions supports, et un ajustement au regard des niveaux d'activité attendus des activités transfusionnelles, notamment du prélèvement. Cette hypothèse de rectification du budget ETPA conduisait à une réduction du budget des frais de personnel de 9,0 M€.

Les dépenses d'investissement ont également été systématiquement questionnées afin de les réduire aux strictes dépenses urgentes et indispensables.

Ainsi, ce budget rectificatif 2023 affichait un déficit de 41,5 M€, en amélioration de 17,0 M€ par rapport au budget initial : la baisse du chiffre d'affaires était compensée par les efforts réalisés par l'Etablissement, par la revalorisation de la tarification des plaquettes, et la subvention de 15,0 M€ supplémentaire devrait permettre de continuer l'exploitation de l'Etablissement jusqu'à la fin de l'année, avec un recours ponctuel au découvert confirmé de 20 M€.

L'EFS connaît en 2023 une nouvelle baisse des cessions de PSL.

Cessions de PSL (en nombre de poches)											
	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BI 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / ATT 2023		Δ RE 2023 / BR 2023		Δ RE 2023 / RE 2022	
						Qté	%	Qté	%	Qté	%
Cessions de CGR aux ES	2 125 252	2 119 735	2 120 312	2 249 893	2 220 746	5 517	+0,3 %	4 940	+0,2 %	-95 494	-4,3 %
Cessions de Plaquettes aux ES	333 531	333 691	335 419	335 419	339 253	-160	-0,0 %	-1 888	-0,6 %	-5 722	-1,7 %
Cessions de Plasma Thérapeutique	210 097	212 934	214 382	231 754	228 066	-2 837	-1,3 %	-4 285	-2,0 %	-17 969	-7,9 %
Cessions de PSL Autologues	5	—	5	5	6	5	-100,0 %	0	0,0 %	-1	-16,7 %
<b>Total Cessions de PSL</b>	<b>2 668 885</b>	<b>2 666 360</b>	<b>2 670 118</b>	<b>2 817 071</b>	<b>2 788 071</b>	<b>2 525</b>	<b>+0,1 %</b>	<b>-1 233</b>	<b>-0,0 %</b>	<b>-119 186</b>	<b>-4,3 %</b>

En 2023, les cessions de PSL diminuent de 4,3% par rapport à 2022. Cette baisse est portée par la cession de CGR en diminution de 4,3%, soit 95 494 poches. Entre 2019 et 2023, les cessions de CGR ont chuté de 9,1% et l'année 2023 représente la plus forte décroissance annuelle constatée sur cette activité.

La cession de plasma thérapeutique diminue également fortement de 7,9% en 2023 par rapport à 2022, soit 17 969 poches.

D'une ampleur moins significative, la baisse des cessions de plaquettes s'élève à -1,7% en 2023 par rapport à 2022.

Ces niveaux d'activité en diminution n'avaient pas été anticipés au sein du budget initial de l'Etablissement qui prévoyait une tendance haussière de 1,3% de la cession de CGR versus 2022. L'EFS s'est donc rapidement trouvé en difficulté de trésorerie sur le premier quadrimestre 2023 du fait du manque de chiffre d'affaires généré par la moindre cession de PSL.

Le budget rectificatif (cf. encadré plus haut) a permis de corriger la trajectoire de cession des PSL en s'appuyant sur les constats de l'activité des premiers mois de l'année. C'est ainsi que l'objectif de cessions de PSL établi dans le budget rectificatif 2023 apparaît aligné au réalisé 2023.

Plasma pour fractionnement (en litres)											
	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BI 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / ATT 2023		Δ RE 2023 / BR 2023		Δ RE 2023 / RE 2022	
						Volumes	%	Volumes	%	Volumes	%
Total Plasma cédé issu de ST	569 567	565 746	579 717	606 491	590 684	3 821	+0,7 %	-10 150	-1,8 %	-21 117	-3,6 %
Total Plasma cédé issu d'Aphérèse	257 379	265 922	288 082	261 308	191 357	-8 542	-3,2 %	-30 703	-10,7 %	66 022	34,5 %
<b>&gt; Total du plasma cédé</b>	<b>826 946</b>	<b>831 667</b>	<b>867 799</b>	<b>867 799</b>	<b>782 041</b>	<b>-4 722</b>	<b>-0,6 %</b>	<b>-40 853</b>	<b>-4,7 %</b>	<b>44 905</b>	<b>5,7 %</b>

Les volumes cédés de plasma destinés au fractionnement s'élèvent à près de 827 K litres à fin décembre 2023, ce qui représente une croissance de 5,7% par rapport à 2022, soit 44 905 litres. Ils sont en baisse de 40 853 litres par rapport au budget rectificatif (soit -4,7%), essentiellement du fait des volumes de plasma issu d'aphérèse (-30 703 litres, soit -10,7%).

Pour rappel, le tarif du plasma issu de sang total s'élève à 76,70 € / L (depuis le 25 décembre 2019) et celui du plasma d'aphérèse à 120 € / L (depuis le 1er janvier 2023).

**Une activité de prélèvement en retrait sur le sang total compensée par la poursuite du développement de la plasmaphérèse.**

## Prélèvements (en nombre d'actes)

	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BI 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / ATT 2023		Δ RE 2023 / BR 2023		Δ RE 2023 / RE 2022	
						Qté	%	Qté	%	Qté	%
Sang Total	2 268 677	2 276 505	2 313 734	2 448 324	2 376 234	-7 828	-0,3 %	-45 057	-1,9 %	-107 557	-4,5 %
Aphérèses plasmatisques simples	329 295	329 064	353 566	317 000	243 346	231	+0,1 %	-24 271	-6,9 %	85 949	35,3 %
Aphérèses autres	79 927	83 874	87 684	87 684	83 528	-3 947	-4,7 %	-7 757	-8,8 %	-3 601	-4,3 %
<b>Total Prélèvements</b>	<b>2 677 899</b>	<b>2 689 443</b>	<b>2 754 984</b>	<b>2 853 008</b>	<b>2 703 108</b>	<b>-11 544</b>	<b>-0,4 %</b>	<b>-77 085</b>	<b>-2,8 %</b>	<b>-25 209</b>	<b>-0,9 %</b>
<b>Total Prélèvements en équivalent sang total</b>	<b>2 787 627</b>	<b>2 801 452</b>	<b>2 875 303</b>	<b>2 966 380</b>	<b>2 798 629</b>	<b>-13 825</b>	<b>-0,5 %</b>	<b>-87 676</b>	<b>-3,0 %</b>	<b>-11 002</b>	<b>-0,4 %</b>

L'activité exprimée en nombre de prélèvements en équivalent sang total est quasi stable (-0,4%) par rapport à 2022. L'Etablissement a retrouvé en partie des capacités opérationnelles plus satisfaisantes en matière de prélèvements du fait de la fin de la crise sanitaire et de la baisse de l'absentéisme. L'EFS a ainsi continué à développer l'activité de la plasmaphérèse (+35,3% de hausse des aphérèses plasmatisques par rapport à 2022). Les prélèvements de sang total diminuent quant à eux de 4,5%, diminution qui est cohérente avec la baisse d'activité des cessions de CGR (-4,3%).

Le niveau de productivité demeure soumis à trois enjeux majeurs :

- La fréquentation aléatoire des donneurs sur les collectes ;
- Le manque de personnel dans certains bassins ;
- La poursuite de la formation de personnel liée à la transformation indispensable en cours sur la collecte (EPDI, TMC et plasma).

Par rapport au budget rectificatif 2023, les prélèvements de sang total ont diminué de 1,9%. Les aphérèses plasmatisques sont en retrait, elles, de 6,9% : la croissance par rapport à 2022 qui avait été escomptée dans le budget rectificatif (à savoir +45,3%) a été moins soutenue que prévu. Par voie de conséquence, les prélèvements en équivalent sang total sont en dégradation de 3,0% par rapport au budget rectificatif.

## Le chiffre d'affaires

### Chiffre d'affaires

	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BI 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / ATT 2023		Δ RE 2023 / BR 2023		Δ RE 2023 / RE 2022	
K€						K€	%	K€	%	K€	%
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>883 543</b>	<b>882 101</b>	<b>882 545</b>	<b>912 545</b>	<b>873 416</b>	<b>1 443</b>	<b>+0,2 %</b>	<b>998</b>	<b>+0,1 %</b>	<b>10 128</b>	<b>1,2 %</b>
Activités transfusionnelles	791 671	791 611	794 805	822 205	786 151	60	+0,0 %	-3 134	-0,4 %	5 520	+0,7 %
Activités non transfusionnelles	90 287	89 028	86 452	89 052	85 906	1 259	1,4 %	3 835	4,4 %	4 381	5,1 %
Ventes de marchandises	1 585	1 462	1 288	1 288	1 359	123	8,4 %	297	23,0 %	226	16,7 %

Le chiffre d'affaires au 31 décembre 2023 s'élève à 883,5 M€, en augmentation de 1,2% (+10,1 M€) par rapport à 2022 grâce principalement :

- A une hausse du chiffre d'affaires des activités transfusionnelles (+5,5 M€) portée notamment par la croissance des volumes de plasma pour fractionnement (+ 45 K litres pour un impact positif de 8,0 M€), et des revalorisations tarifaires des plaquettes intervenues en 2023 (+7,0 M€), moins que compensés par la baisse d'activité de cessions de CGR (-6,5 M€) et la baisse du tarif du B d'IH au 1<sup>er</sup> février 2023 (-2,1 M€) ;
- A une progression du chiffre d'affaires des activités non transfusionnelles (+4,4 M€) qui fait suite notamment à la croissance des actes d'histocompatibilité (+1,9 M€) d'une part, et des activités associées d'autre part (+6,2 M€ sur les activités de soins, de banques de tissus, de thérapie cellulaire et de MTI), moins que compensée par l'effet défavorable du transfert des activités de laboratoire du LHIR au CHU de Besançon (-3,9 M€).



Le chiffre d'affaires 2023 est en hausse de 1,0 M€ (+0,1%) par rapport au budget rectificatif et de 1,4 M€ par rapport à l'atterrissage.

## Les Soldes Intermédiaires de Gestion

Les Soldes Intermédiaires de Gestion se déclinent ainsi :

Soldes Intermédiaires de Gestion											
K€	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BI 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / ATT 2023	Δ RE 2023 / BR 2023	Δ RE 2023 / RE 2022			
	K€	%	K€	%	K€	%	K€	%	K€	%	
Chiffre d'affaires	883 543	882 101	882 545	912 545	873 416	1 443	0,2%	998	0,1%	10 128	1,2%
Production stockée	3 561	2 587	6 518	7 229	3 458	974	37,6%	-2 957	-45,4%	103	3,0%
Achats d'approvisionnements	-217 598	-218 663	-231 341	-237 960	-202 221	1 065	-0,5%	13 743	-5,9%	-15 377	7,6%
Services extérieurs	-157 771	-163 909	-165 105	-166 105	-154 933	6 138	-3,7%	7 334	-4,4%	-2 838	1,8%
<b>Valeur ajoutée</b>	<b>511 735</b>	<b>502 116</b>	<b>492 617</b>	<b>515 709</b>	<b>519 719</b>	<b>9 620</b>	<b>1,9%</b>	<b>19 118</b>	<b>3,9%</b>	<b>-7 984</b>	<b>-1,5%</b>
Subvention d'exploitation	59 314	59 646	60 214	42 014	26 433	-332	-0,6%	-900	-1,5%	32 880	124,4%
Impôts et taxes	-1 047	-4 315	-4 339	-4 339	-4 958	3 268	-75,7%	3 292	-75,9%	3 910	-78,9%
Frais de personnel	-554 211	-558 875	-556 328	-578 180	-544 130	4 664	-0,8%	2 118	-0,4%	-10 081	1,9%
<b>Excédent Brut d'Exploitation</b>	<b>15 791</b>	<b>-1 429</b>	<b>-7 837</b>	<b>-24 796</b>	<b>-2 935</b>	<b>17 220</b>	<b>1205,2%</b>	<b>23 628</b>	<b>301,5%</b>	<b>18 726</b>	<b>638,1%</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-11 252</b>	<b>-37 302</b>	<b>-44 646</b>	<b>-61 605</b>	<b>-41 330</b>	<b>26 050</b>	<b>69,8%</b>	<b>33 394</b>	<b>74,8%</b>	<b>30 078</b>	<b>72,8%</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>401</b>	<b>46</b>	<b>-164</b>	<b>-164</b>	<b>383</b>	<b>355</b>	<b>771,1%</b>	<b>565</b>	<b>345,0%</b>	<b>18</b>	<b>4,7%</b>
Impôts sur les sociétés	2 184	2 176	3 278	3 278	575	8	0,4%	-1 094	-33,4%	1 609	279,6%
<b>Résultat net comptable</b>	<b>-8 667</b>	<b>-35 080</b>	<b>-41 531</b>	<b>-58 491</b>	<b>-40 372</b>	<b>26 413</b>	<b>75,3%</b>	<b>32 864</b>	<b>79,1%</b>	<b>31 705</b>	<b>78,5%</b>

## L'excédent brut d'exploitation

L'EBE 2023 est positif à hauteur de 15,8 M€ en hausse de 23,6 M€ par rapport au budget rectificatif et en progression de 18,7 M€ par rapport au réel 2022.

Le ratio de marge sur coûts variables (chiffre d'affaires + production stockée – achats d'approvisionnement) / (chiffre d'affaires + production stockée) s'établit en 2023 à 75,5%, en progression par rapport au budget rectificatif (74,0%, soit +1,5 point) mais en diminution par rapport à 2022 (76,9%, soit -1,4 point). Si le coût de l'énergie est retraité du calcul de ce ratio, la marge sur coûts variables est de 77,8% sur 2023, ce qui est stable par rapport à 2022. L'énergie reste donc le principal poste impacté par l'inflation au sein des achats d'approvisionnement.

La hausse de l'EBE 2023 par rapport au budget rectificatif s'explique de la manière suivante :

### ✓ Les produits de l'EBE diminuent de 2,9 M€ dont :

- +1,0 M€ de chiffre d'affaires : les activités non transfusionnelles (notamment les actes de biologie et les activités associées) enregistrent une hausse de leur chiffre d'affaires de 3,8 M€. Les cessions de CGR (+1,4 M€) ont réduit leur tendance baissière sur la fin d'année 2023 (à -4,3% par rapport à 2022 par rapport à une cible à -4,5%). En revanche, le budget rectificatif avait intégré une croissance de 10,9% par rapport à 2022 des cessions de plasma pour fractionnement qui s'est avérée plus faible qu'escomptée (à savoir +5,7%, soit un impact de -4,3 M€) ;
- 3,0 M€ de production stockée en lien principalement avec un stock de CGR moindre par rapport à l'attendu ;
- 0,9 M€ de subventions relatives aux MTI.

### ✓ Les charges de l'EBE sont en baisse de 26,5 M€ dont :

- 13,7 M€ d'achats d'approvisionnement en raison notamment d'une réduction du coût des fournitures non médicales de 8,6 M€ (dont -7,0 M€ liés à l'énergie) et de la baisse d'activité de prélèvements (-5,1 M€) ;
- 7,3 M€ de services extérieurs en lien notamment avec des retards sur les projets (tels que certains projets informatiques et des projets liés à l'activité de Médicaments de Thérapie



Innovante (MTI)), des décalages relatifs aux maintenances logicielles et des économies sur les honoraires des actions nationales ;

- -3,3 M€ sur les impôts et taxes dont 2,1 M€ liés au changement de méthode de calcul du prorata de TVA au titre de l'année 2023 ;
- +2,1 M€ sur les frais de personnel (cf. paragraphe dédié).

## Le résultat d'exploitation et le résultat net comptable

Résultat d'exploitation											
K€	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BI 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / ATT 2023	Δ RE 2023 / BR 2023	Δ RE 2023 / RE 2022			
	K€	%	K€	%	K€	%	K€	%	K€	%	%
<b>Excédent Brut d'Exploitation</b>	<b>15 791</b>	<b>-1 429</b>	<b>-7 837</b>	<b>-24 796</b>	<b>-2 935</b>	<b>17 220</b>	<b>1205,2%</b>	<b>23 628</b>	<b>301,5%</b>	<b>18 726</b>	<b>638,1%</b>
Dotations aux amortissements	-41 835	-40 425	-42 861	-42 861	-40 650	-1 410	3,5%	1 026	-2,4%	-1 186	2,9%
Dotations aux provisions	-82 280	-76 224	-70 082	-70 082	-81 968	-6 056	7,9%	-12 198	17,4%	-313	0,4%
Autres charges de gestion courante	-12 903	-12 302	-3 086	-3 086	-5 515	-600	4,9%	-9 816	318,1%	-7 387	133,9%
Reprises sur amortissements et provisions	94 946	84 585	71 547	71 547	76 021	10 362	12,2%	23 399	32,7%	18 925	24,9%
Transfert de charges d'exploitation	750	1 002	276	276	619	-252	-25,2%	475	172,3%	131	21,2%
Autres produits de gestion courante	8 555	1 865	1 194	1 194	7 567	6 690	358,6%	7 360	616,2%	988	13,1%
Produits de cession d'actifs	5 321	5 293	5 135	5 135	4 667	28	0,5%	186	3,6%	654	14,0%
Reprise du financement rattaché à un actif	2 061	1 844	2 036	2 036	2 696	216	11,7%	25	1,2%	-635	-23,6%
Valeur comptable des éléments d'actif cédés	-1 658	-1 511	-968	-968	-1 833	-147	9,8%	-689	71,2%	175	-9,5%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-11 252</b>	<b>-37 302</b>	<b>-44 646</b>	<b>-61 605</b>	<b>-41 330</b>	<b>26 050</b>	<b>69,8%</b>	<b>33 394</b>	<b>74,8%</b>	<b>30 078</b>	<b>72,8%</b>

Les éléments compris entre l'EBE et le résultat d'exploitation représentent 27,0 M€ de charges en 2023, en diminution de 9,8 M€ par rapport au budget rectificatif 2023 et de 11,4 M€ par rapport à 2022.

L'écart favorable de 9,8 M€ au réel 2023 par rapport budget rectificatif 2023 est principalement lié aux éléments suivants :

- Impact favorable de 9,0 M€ lié à la validation par l'Administration Fiscale de la nouvelle méthode de calcul de prorata de TVA au titre de la rétroactivité des années 2020 à 2022 (soit trois années) ;
- Impact positif de 0,6 M€ lié au paiement des pénalités au LFB (reprise de la provision 2022 de 2,6 pour un montant versé final de 2,0 M€) ;
- Baisse des dotations aux amortissements de 1,0 M€ ;
- Reprise de provision au titre des indemnités d'imprévision et litiges fournisseurs (1,2 M€) qui ont été versées et intégrées dans l'EBE ;
- Reprise de provision complémentaire liée à la régularisation de TVA sur les immobilisations de 0,9 M€ ;
- Reprise de provision au titre des redressements fiscaux (0,9 M€) dont la contrepartie se situe en dessous du résultat d'exploitation ;
- Provision de 4,5 M€ pour couvrir le risque de devoir indemniser les salariés pour des jours de congés payés acquis pendant leur maladie.

L'EFS a fait le choix lors de sa création d'opter pour le dispositif fiscal du crédit d'impôt en faveur de la recherche. Le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) 2023 s'élève à 3,0 M€. Suite à un contrôle fiscal en 2022, l'EFS a réglé en 2023 un redressement sur les CIR 2019 à 2021 de 1,0 M€, provisionné en 2022 à hauteur de 0,8 M€.

Le résultat net comptable au 31 décembre 2023 s'établit à -8,7 M€.

## Les investissements de l'exercice

En 2023, les investissements s'élèvent à 38,5 M€ versus 45,3 M€ au budget rectificatif et 51,0 M€ en 2022. Ils représentent 4,4% du chiffre d'affaires comparé à 5,8% en 2022.

## Les équilibres financiers

La capacité d'autofinancement au titre de l'exercice 2023 s'élève à 23,6 M€, en hausse de 18,8 M€ par rapport à 2022.

Le niveau de trésorerie au 31 décembre 2023 s'élève à 9,8 M€ soit -28,9 M€ par rapport à fin 2022. La trésorerie de l'Etablissement a fortement diminué du fait d'un niveau de capacité d'autofinancement ne permettant pas de financer les investissements de l'Etablissement.

# 1 ACTIVITE

## 1.1 Cessions de PSL aux Etablissements de Santé

En 2023, les cessions de PSL (2 668 885 poches) sont en baisse de 119 186 produits par rapport à 2022 et en retrait de 1 233 poches par rapport au budget rectificatif 2023.

### Cessions de PSL (en nombre de poches)

	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BI 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / ATT 2023		Δ RE 2023 / BR 2023		Δ RE 2023 / RE 2022	
						Qté	%	Qté	%	Qté	%
Cessions de CGR aux ES	2 125 252	2 119 735	2 120 312	2 249 893	2 220 746	5 517	+0,3 %	4 940	+0,2 %	-95 494	-4,3 %
Cessions de Plaquettes aux ES	333 531	333 691	335 419	335 419	339 253	-160	-0,0 %	-1 888	-0,6 %	-5 722	-1,7 %
Cessions de Plasma Thérapeutique	210 097	212 934	214 382	231 754	228 066	-2 837	-1,3 %	-4 285	-2,0 %	-17 969	-7,9 %
Cessions de PSL Autologues	5	—	5	5	6	5	-100,0 %	0	0,0 %	-1	-16,7 %
<b>Total Cessions de PSL</b>	<b>2 668 885</b>	<b>2 666 360</b>	<b>2 670 118</b>	<b>2 817 071</b>	<b>2 788 071</b>	<b>2 525</b>	<b>+0,1 %</b>	<b>-1 233</b>	<b>-0,0 %</b>	<b>-119 186</b>	<b>-4,3 %</b>

### 1.1.1 Cessions de CGR

Les cessions de CGR aux établissements de santé (2 125 252 poches en 2023) représentent 79,6% du total des cessions de PSL.

Depuis 2006, l'évolution des cessions de CGR par rapport à l'année précédente s'illustre comme suit :



Les cessions de CGR diminuent en 2023 de 4,3% par rapport à 2022, il s'agit de la plus forte chute annuelle de cette activité, après la baisse déjà significative constatée en 2022 de 3,5%.

Elles sont en progression de 0,2 % par rapport au budget rectificatif 2023. Pour rappel, l'hypothèse intégrée avait été une baisse des cessions de CGR par rapport à 2022 de 4,5% (reprise de la tendance 12 mois glissants à fin avril 2023).

## 1.1.2 Cessions de Plaquettes

Cessions de Plaquettes (en unités)											
	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BI 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / ATT 2023		Δ RE 2023 / BR 2023		Δ RE 2023 / RE 2022	
						Qté	%	Qté	%	Qté	%
Total cessions de PLAQUETTES à des ES (unités)	2 363 087	2 375 709	2 387 488	2 387 488	2 397 329	-12 622	-0,5 %	-24 401	-1,0 %	-34 242	-1,4 %
Cessions de CPA à des ES (unités)	684 744	727 544	739 801	739 801	705 017	-42 800	-5,9 %	-55 057	-7,4 %	-20 273	-2,9 %
Cessions de MCP à des ES (unités)	1 678 343	1 648 165	1 647 687	1 647 687	1 692 312	30 179	1,8 %	30 656	1,9 %	-13 969	-0,8 %
Part des cessions de MCPS en unités	71,0 %	69,4 %	69,0 %	69,0 %	70,6 %						

Au terme de l'année 2023, les cessions de plaquettes en nombre de tranches affichent une diminution de 1,4% par rapport à 2022 et de 1,0% par rapport au budget rectificatif 2023.

La part des MCPS dans les cessions de plaquettes s'établit à 71,0% en 2023 contre 70,6% à fin 2022.

## 1.1.3 Cessions de Plasmas Thérapeutiques

Les cessions de plasmas thérapeutiques affichent en 2023 une diminution de 7,9% (-17 969 poches) par rapport à 2022.

Par rapport au budget rectificatif 2023, la baisse des cessions de plasmas thérapeutiques est de 2,0% (-4 285 poches).

## 1.2 Prélèvements

Le nombre de prélèvements total de l'exercice 2023 est de 2 677 899 actes, en baisse de 25 209 prélèvements par rapport au réel 2022 (soit -0,9%).

Par rapport au budget rectificatif 2023, les prélèvements sont en retard de 77 085 actes, soit -2,8%.

Prélèvements (en nombre d'actes)											
	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BI 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / ATT 2023		Δ RE 2023 / BR 2023		Δ RE 2023 / RE 2022	
						Qté	%	Qté	%	Qté	%
Sang Total	2 268 677	2 276 505	2 313 734	2 448 324	2 376 234	-7 828	-0,3 %	-45 057	-1,9 %	-107 557	-4,5 %
Aphérèses plasmatisques simples	329 295	329 064	353 566	317 000	243 346	231	+0,1 %	-24 271	-6,9 %	85 949	35,3 %
Aphérèses autres	79 927	83 874	87 684	87 684	83 528	-3 947	-4,7 %	-7 757	-8,8 %	-3 601	-4,3 %
<b>Total Prélèvements</b>	<b>2 677 899</b>	<b>2 689 443</b>	<b>2 754 984</b>	<b>2 853 008</b>	<b>2 703 108</b>	<b>-11 544</b>	<b>-0,4 %</b>	<b>-77 085</b>	<b>-2,8 %</b>	<b>-25 209</b>	<b>-0,9 %</b>
Total Prélèvements en équivalent sang total	2 787 627	2 801 452	2 875 303	2 966 380	2 798 629	-13 825	-0,5 %	-87 676	-3,0 %	-11 002	-0,4 %

**Les prélèvements de sang total** s'élèvent à 2 268 677 actes en 2023, en diminution de 4,5% par rapport au réel 2022 (-107 557 actes) et de 1,9% par rapport au budget rectificatif 2023 (-45 057 actes). Ils ont suivi naturellement la même tendance que les cessions de CGR (-4,3% par rapport à 2022).

**Les prélèvements d'aphérèse** sont en hausse de 25,2% (+82 348 actes) par rapport au réel 2022 et en diminution de 7,3% (-32 028 actes) par rapport au budget rectificatif 2023.

**Le redéploiement du temps consacré par les équipes de prélèvement du sang total vers l'aphérèse** s'est poursuivi en 2023, ce qui a été rendu possible par :

- Une forte mobilisation des maisons du don sur l'ensemble du territoire national ;
- Une stratégie de conversion des donneurs de sang total vers le plasma ;
- Le déploiement d'un plan de communication dédié plasma.

### 1.3 Activités de laboratoire

Immuno Hématologie Receveurs et autres examens de laboratoire (en milliers de B)											
	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BI 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / ATT 2023		Δ RE 2023 / BR 2023		Δ RE 2023 / RE 2022	
						Qté	%	Qté	%	Qté	%
Immuno Hématologie Receveurs	349 457	348 190	345 893	345 893	346 859	1 267	+0,4 %	3 564	1,0 %	2 598	+0,7 %
Autres Examens	161 411	158 518	155 412	155 412	172 098	2 894	1,8 %	5 999	3,9 %	-10 687	-6,2 %
<b>Total Examens de Laboratoire</b>	<b>510 868</b>	<b>506 707</b>	<b>501 305</b>	<b>501 305</b>	<b>518 958</b>	<b>4 161</b>	<b>+0,8 %</b>	<b>9 563</b>	<b>1,9 %</b>	<b>-8 089</b>	<b>-1,6 %</b>

En 2023, l'EFS réalise une activité de biologie de 510,9 millions de B soit une diminution de 1,6% par rapport à 2022 et une augmentation de 1,9% par rapport au budget rectificatif 2023. 68,4% de ces examens relèvent de l'immunohématologie érythrocytaire (« IHE »).

L'IHE est en augmentation de 0,7% entre 2022 et 2023 (+2,6 millions de B) et de 1,0% par rapport au budget (+3,6 millions de B).

Les autres examens de biologie sont en baisse de 6,2% (-10,7 millions de B) par rapport à 2022, principalement en Bourgogne Franche Comté avec le transfert du LHIR au CHU de Besançon. Par rapport au budget rectificatif, la hausse est de 3,9% (+6,0 millions de B).

### 1.4 Plasma pour fractionnement

Plasma pour fractionnement (en litres)											
	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BI 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / ATT 2023		Δ RE 2023 / BR 2023		Δ RE 2023 / RE 2022	
						Volumes	%	Volumes	%	Volumes	%
Total Plasma cédé issu de ST	569 567	565 746	579 717	606 491	590 684	3 821	+0,7 %	-10 150	-1,8 %	-21 117	-3,6 %
Total Plasma cédé issu d'Aphérèse	257 379	265 922	288 082	261 308	191 357	-8 542	-3,2 %	-30 703	-10,7 %	66 022	34,5 %
<b>&gt; Total du plasma cédé</b>	<b>826 946</b>	<b>831 667</b>	<b>867 799</b>	<b>867 799</b>	<b>782 041</b>	<b>-4 722</b>	<b>-0,6 %</b>	<b>-40 853</b>	<b>-4,7 %</b>	<b>44 905</b>	<b>5,7 %</b>

Les cessions de plasma pour fractionnement atteignent 826 946 litres en 2023 contre 782 041 litres en 2022, soit une hausse de 44 905 litres (+5,7%). La part des volumes issus d'aphérèse dans les cessions de plasma pour fractionnement est de 31,1% en 2023, en augmentation par rapport 2022 (part à 24,5%). Il s'agit de la conséquence directe de la configuration des prélèvements de l'Etablissement (baisse des prélèvements de sang total et forte croissance des prélèvements d'aphérèse).

Par rapport au budget rectificatif 2023, les cessions sont en retrait de 40 853 litres dont -30 703 litres pour le plasma issu d'aphérèse. La part des volumes issus d'aphérèse est de 24,5% en 2022, contre 33,2% au budget rectificatif.

## 2 ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT

Le résultat d'exploitation se décline comme suit :

Résultat d'exploitation											
K€	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BI 2023	Réel 2022	Δ RE 2023 / ATT 2023		Δ RE 2023 / BR 2023		Δ RE 2023 / RE 2022	
						K€	%	K€	%	K€	%
Chiffre d'affaires	883 543	882 101	882 545	912 545	873 416	1 443	0,2%	998	0,1%	10 128	1,2%
Subventions d'exploitation	59 314	59 646	60 214	42 014	26 433	-332	-0,6%	-900	-1,5%	32 880	124,4%
Autres produits d'exploitation	20 247	12 592	15 159	15 870	19 006	7 656	60,8%	5 089	33,6%	1 241	6,5%
Reprises sur amortissements et provisions	94 946	84 585	71 547	71 547	76 021	10 362	12,2%	23 399	32,7%	18 925	24,9%
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>1 058 051</b>	<b>1 038 922</b>	<b>1 029 465</b>	<b>1 041 976</b>	<b>994 877</b>	<b>19 128</b>	<b>1,8%</b>	<b>28 586</b>	<b>2,8%</b>	<b>63 174</b>	<b>6,3%</b>
Achats d'approvisionnements consommés	-217 598	-218 663	-231 341	-237 960	-202 221	1 065	-0,5%	13 743	-5,9%	-15 377	7,6%
Services extérieurs	-157 771	-163 909	-165 105	-166 105	-154 933	6 138	-3,7%	7 334	-4,4%	-2 838	1,8%
Frais de personnel	-554 211	-558 875	-556 328	-578 180	-544 130	4 664	-0,8%	2 118	-0,4%	-10 081	1,9%
Autres charges	-15 608	-18 128	-8 394	-8 394	-12 306	2 520	-13,9%	-7 214	85,9%	-3 302	26,8%
Dotation aux amortissements et aux provisions	-124 115	-116 649	-112 943	-112 943	-122 617	-7 466	6,4%	-11 173	9,9%	-1 498	1,2%
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>-1 069 303</b>	<b>-1 076 224</b>	<b>-1 074 111</b>	<b>-1 103 581</b>	<b>-1 036 207</b>	<b>6 922</b>	<b>0,6%</b>	<b>4 808</b>	<b>0,4%</b>	<b>-33 096</b>	<b>-3,2%</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-11 252</b>	<b>-37 302</b>	<b>-44 646</b>	<b>-61 605</b>	<b>-41 330</b>	<b>26 050</b>	<b>69,8%</b>	<b>33 394</b>	<b>74,8%</b>	<b>30 078</b>	<b>72,8%</b>

Le résultat d'exploitation de l'EFS est de -11,3 M€ au 31 décembre 2023, en amélioration de 33,4 M€ par rapport au budget rectificatif 2023. Il se compose :

- Des produits d'exploitation (1 058,1 M€) en augmentation de 28,6 M€, en lien avec la hausse des reprises sur amortissements et provisions (+23,4 M€ : reprises de provision relatives aux anciennes créances relatives aux débits des comptables de Bretagne et au dossier Garretta, aux régularisations liées au prorata de TVA et aux indemnités d'imprévisions auprès des fournisseurs). Le chiffre d'affaires est en hausse de 1,0 M€ et les autres produits d'exploitation en hausse de 5,1 M€ (impact liée à une créance relative à la mise en place d'une nouvelle méthodologie de calcul de prorata de TVA et variation de stock de CGR essentiellement) alors que les subventions sont en baisse de 0,9 M€ sur les MTI.
- Des charges d'exploitation (1 069,3 M€) en baisse de 4,8 M€, en lien avec la hausse des dotations aux amortissements et aux provisions de 11,2 M€ et des autres charges de 7,2 M€ (principalement liées à la comptabilisation sur les actions nationales des remises gracieuses des débits dans le cadre de l'affaire Mérel (5,3 M€), à la non-valeur relative à la créance de M. Garretta (1,6 M€) ainsi qu'au paiement des pénalités de retard de 2,0 M€ au LFB moins que compensées par la diminution des charges de personnel de 2,1 M€, des achats de consommables de 13,7 M€ et des services extérieurs de 7,3 M€ en lien notamment avec les coûts de de l'énergie moins importants que prévu et les mesures d'économies mises en place par l'Etablissement.

### 2.1.1 Les produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de l'EFS au 31 décembre 2023 (1 058,1 M€) sont en augmentation de 63,2 M€ par rapport à l'exercice 2022 (+6,3%).

Produits d'exploitation											
K€	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BI 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / ATT 2023		Δ RE 2023 / BR 2023		Δ RE 2023 / RE 2022	
						K€	%	K€	%	K€	%
Chiffre d'affaires	883 543	882 101	882 545	912 545	873 416	1 443	+0,2 %	998	+0,1 %	10 128	1,2 %
Subventions d'exploitation	59 314	59 646	60 214	42 014	26 433	-332	-0,6 %	-900	-1,5 %	32 880	124,4 %
Autres produits d'exploitation	20 247	12 592	15 159	15 870	19 006	7 656	60,8 %	5 089	33,6 %	1 241	6,5 %
Reprises sur amortissements et provisions	94 946	84 585	71 547	71 547	76 021	10 362	12,2 %	23 399	32,7 %	18 925	24,9 %
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>1 058 051</b>	<b>1 038 922</b>	<b>1 029 465</b>	<b>1 041 976</b>	<b>994 877</b>	<b>19 128</b>	<b>1,8 %</b>	<b>28 586</b>	<b>2,8 %</b>	<b>63 174</b>	<b>6,3 %</b>

### 2.1.1.1 Le chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires au 31 décembre 2023 s'élève à 883,5 M€, en augmentation de 10,1 M€ par rapport au réel 2022 (+1,2%) et supérieur au budget rectificatif de 1,0 M€ (+0,1%).

Une analyse de l'évolution du chiffre d'affaires par nature d'activité est présentée dans le tableau « Analyse du chiffre d'affaires par nature » (voir documents : « EPRD – Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses – Exercice 2023 »). Le tableau ci-dessous synthétise l'évolution par activité du chiffre d'affaires sur la période budgétaire.

Chiffre d'affaires											
K€	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BI 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / ATT 2023		Δ RE 2023 / BR 2023		Δ RE 2023 / RE 2022	
						K€	%	K€	%	K€	%
Chiffre d'affaires	883 543	882 101	882 545	912 545	873 416	1 443	+0,2 %	998	+0,1 %	10 128	1,2 %
Activités transfusionnelles	791 671	791 611	794 805	822 205	786 151	60	+0,0 %	-3 134	-0,4 %	5 520	+0,7 %
Activités non transfusionnelles	90 287	89 028	86 452	89 052	85 906	1 259	1,4 %	3 835	4,4 %	4 381	5,1 %
Ventes de marchandises	1 585	1 462	1 288	1 288	1 359	123	8,4 %	297	23,0 %	226	16,7 %

### 2.1.1.2 Le chiffre d'affaires relatif aux activités transfusionnelles

L'activité transfusionnelle, entendue au sens large, regroupe principalement les cessions de produits sanguins labiles aux établissements de santé, l'activité d'immunohématologie érythrocytaire, les cessions de plasma pour fractionnement et les cessions d'autres produits finis.

Le chiffre d'affaires relatif aux activités transfusionnelles pour 2023 représente 791,7 M€ soit 89,6% du chiffre d'affaires total de l'EFS contre 90,0% en 2022. Le détail figure dans le tableau ci-dessous.

CA activités transfusionnelles											
K€	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BI 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / ATT 2023		Δ RE 2023 / BR 2023		Δ RE 2023 / RE 2022	
						K€	%	K€	%	K€	%
Concentrés de globules rouges	468 740	467 336	467 483	495 814	475 262	1 404	+0,3 %	1 257	+0,3 %	-6 522	-1,4 %
Concentrés de plaquettes	120 085	121 526	121 948	116 948	113 106	-1 441	-1,2 %	-1 863	-1,5 %	6 980	6,2 %
Plasmas thérapeutiques	20 839	21 070	21 139	22 817	21 635	-231	-1,1 %	-300	-1,4 %	-797	-3,7 %
PSL thérapeutiques autologues	3	1	2	2	3	2	142,6 %	1	61,4 %	-0	-4,8 %
Sous-Total PSL thérapeutiques	609 667	609 933	610 572	635 581	610 006	-266	-0,0 %	-906	-0,1 %	-339	-0,1 %
Immunohématologie	91 553	91 322	90 602	93 802	93 698	231	+0,3 %	951	1,1 %	-2 145	-2,3 %
Plasma pour fractionnement	74 510	75 103	78 780	77 571	66 499	-593	-0,8 %	-4 269	-5,4 %	8 012	12,0 %
Autres produits finis	15 940	15 253	14 851	15 251	15 947	687	4,5 %	1 089	7,3 %	-7	-0,0 %
Activités transfusionnelles	791 671	791 611	794 805	822 205	786 151	60	+0,0 %	-3 134	-0,4 %	5 520	+0,7 %

#### ✓ Cessions de PSL thérapeutiques homologues et autologues

Le chiffre d'affaires des cessions de PSL thérapeutiques s'élève à 609,7 M€ en 2023. Il est en baisse de 0,3 M€ par rapport au réalisé 2022 (-0,1%) selon le détail suivant :

- Le chiffre d'affaires des concentrés de globules rouges est en baisse de 6,5 M€ (-1,4%) en raison de la baisse des volumes cédés de 4,3% partiellement contrebalancée par la hausse des prix de 3% au 1er janvier 2023 ;
- Le chiffre d'affaires des concentrés de plaquettes augmente de 7,0 M€ (+6,2%) en lien avec les hausses de prix intervenues au 1er janvier (+3%) et au 1er août 2023 (+13% pour les concentrés de plaquettaires standard et +6,8% pour les concentrés de plaquettes d'aphérèse) :
  - +5,4 M€ pour les concentrés plaquettaires standard (MCPS) avec une baisse de 0,8 % des unités cédées ;



- +1,9 M€ pour les concentrés de plaquettes d'aphérèse (CPA) intégrant une diminution des unités cédées de 2,9% ;
- -0,3 M€ pour les granulocytes.

La part des cessions en unités des MCPS est de 71,0% à fin décembre 2023 contre 70,6% à fin décembre 2022.

- Le chiffre d'affaires des plasmas thérapeutiques est en baisse de 0,8 M€ (-3,7%) : la baisse du volume total cédé (-7,9%) est partiellement contrebalancée par la hausse des prix pratiquée sur certains marchés. A noter également que le chiffre d'affaires lié à la majoration pour les plasmas thérapeutiques covid-19 est en baisse de 0,3 M€ en raison d'une diminution des quantités cédées (-49,0%) non compensée par l'augmentation tarifaire de 32,1 €/poche au 1er avril 2023.

Par rapport au budget rectificatif 2023, le chiffre d'affaires des cessions de PSL thérapeutiques est inférieur de 0,5 M€ (-0,1%) : cessions de CGR +1,3 M€, concentrés de plaquettes -1,4 M€ et plasmas thérapeutiques -0,3 M€.

Par rapport à l'atterrissage 2023, le réalisé est inférieur de 0,3 M€ : cessions de CGR +1,4 M€, concentrés de plaquettes -1,4 M€ et plasmas thérapeutiques -0,2 M€.

### ✓ **Activité d'immunohématologie érythrocytaire**

Le chiffre d'affaires 2023 de l'immunohématologie s'élève à 91,6 M€, en baisse de 2,1 M€ en raison de la baisse du prix du B au 1er février 2023. En nombre d'acte, l'activité a progressé de 0,7%.

La part des actes redondants annulés à fin décembre 2023 est de 9,2% pour les actes ABOD et RHK contre 9,6% en 2022. Le taux d'annulation d'actes redondants RAI est de 2,5% à fin décembre 2023 contre 2,3% à fin décembre 2022. A fin décembre 2023, les actes redondants annulés pour l'ensemble de l'IH ont représenté environ 299 683 actes (17,41 MB), soit un montant de 4,6 M€ (versus 4,8 M€ à fin décembre 2022).

Le réalisé 2023 est supérieur de 1,0 M€ par rapport au budget rectificatif 2023 soit +1,1 % et de 0,2 M€ par rapport à l'atterrissage 2023 (+0,3%).

### ✓ **Plasma pour fractionnement**

Le chiffre d'affaires relatif aux cessions de plasma pour fractionnement s'élève pour 2023 à 74,5 M€, en hausse de 8,0 M€ (+12,0%) : +4,0 M€ d'effet volume et +4,0 M€ d'effet prix.

Le budget rectificatif 2023 prévoyait un chiffre d'affaires de 78,8 M€ soit un écart de -4,3 M€ par rapport au réalisé (-40 853 litres).

Le réalisé 2023 est en retard de 0,6 M€ par rapport à l'atterrissage 2023 (-4 722 litres).

### ✓ **Autres produits finis**

Les autres produits finis sont constitués principalement des PSL non thérapeutiques et de la vente de réactifs.

Le chiffre d'affaires relatif aux autres produits s'élève à 15,9 M€ en 2023, stable par rapport à 2022 :

- Croissance des cessions de ressources biologiques (PLER) de 0,7 M€ : sérum à usage non thérapeutique de +0,2 M€, CGR à usage non thérapeutique +0,2 M€, plaquettes à usage non thérapeutique +0,2 M€ et CGR pour panel +0,1 M€ ;
- Baisse du chiffre d'affaires de l'unité de production de réactifs de 0,8 M€ en lien avec les cessions des produits monoclonaux (chiffre d'affaires particulièrement important en 2022). A noter que les ventes des produits pour l'immunohématologie restent stables.

Une augmentation des tarifs a été appliquée pour ces deux activités.

Le chiffre d'affaires 2023 est supérieur de 1,1 M€ par rapport au budget rectificatif 2023 : +0,6 M€ sur les réactifs, +0,3 M€ sur les produits non thérapeutiques et +0,2 M€ sur la vente de consommables.

Le réalisé 2023 est supérieur de 0,7 M€ par rapport à l'atterrissage 2023 principalement sur les PLER.

### 2.1.1.3 Le chiffre d'affaires relatif aux activités non transfusionnelles

Les activités non transfusionnelles s'élèvent à 90,3 M€ en 2023 et représentent 10,2% du chiffre d'affaires total de l'EFS. Elles sont en augmentation de 5,1% par rapport à l'exercice précédent.

Elles regroupent principalement deux grands types d'activités :

- L'activité de biologie médicale hors immunohématologie érythrocytaire (42,6 M€),
- L'activité de prestations de services médicales (44,2 M€).

C.A. activités non transfusionnelles											
K€	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BI 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / ATT 2023		Δ RE 2023 / BR 2023		Δ RE 2023 / RE 2022	
						K€	%	K€	%	K€	%
Actes d'Histocompatibilité	41 425	40 683	40 454	40 454	39 503	742	1,8 %	971	2,4 %	1 922	4,9 %
Autres actes	1 175	871	299	299	5 079	304	34,9 %	876	293,4 %	-3 904	-76,9 %
Sous-Total Activités de biologie	42 600	41 553	40 753	40 753	44 582	1 047	2,5 %	1 847	4,5 %	-1 982	-4,4 %
Activités de Soins	12 370	12 473	11 364	11 364	11 458	-102	-0,8 %	1 007	8,9 %	912	8,0 %
Activités de Banque de tissus	7 651	7 671	6 600	6 600	6 215	-20	-0,3 %	1 050	15,9 %	1 436	23,1 %
Activités de Thérapie cellulaire	16 120	15 420	15 065	17 665	14 778	700	4,5 %	1 055	7,0 %	1 342	9,1 %
Activités de Biothèque	92	99	85	85	94	-8	-7,7 %	7	7,9 %	-2	-2,4 %
Autres	7 970	8 630	9 338	9 338	5 477	-661	-7,7 %	-1 368	-14,6 %	2 493	45,5 %
Sous-Total Autres prest. de services médicales	44 203	44 294	42 452	45 052	38 022	-91	-0,2 %	1 751	4,1 %	6 181	16,3 %
Total Prestations de services	86 803	85 847	83 205	85 805	82 604	956	1,1 %	3 598	4,3 %	4 199	5,1 %
Autres produits des activités annexes	3 484	3 181	3 247	3 247	3 302	303	9,5 %	237	7,3 %	182	5,5 %
<b>Total Activités non transfusionnelles</b>	<b>90 287</b>	<b>89 028</b>	<b>86 452</b>	<b>89 052</b>	<b>85 906</b>	<b>1 259</b>	<b>1,4 %</b>	<b>3 835</b>	<b>4,4 %</b>	<b>4 381</b>	<b>5,1 %</b>

#### ✓ Les activités de biologie

Il s'agit des examens de biologie hors immunohématologie qui regroupent les actes d'hématologie (dont la cytologie, l'hémostase et l'hémato-chimie), d'immunologie (dont la sérologie virale, bactérienne et parasitaire), d'histocompatibilité (dont les phénotypages HLA<sup>1</sup>, les recherches d'anticorps, les cross match et la gestion du fichier des donneurs de moelle ainsi que celle des receveurs).

Le chiffre d'affaires 2023 des activités de biologie est en baisse de 2,0 M€ par rapport à l'année 2022 (-4,4%) :

- Histocompatibilité : +1,9 M€ en lien avec l'activité des greffes.  
A fin décembre 2023, les actes redondants annulés pour le HLA ont représenté 13 882 actes, soit un montant de 2 332 K€ (versus 2 273 K€ à fin décembre 2022).
- Sur les autres activités de laboratoires, la baisse totale est de 3,9 M€ principalement suite au transfert en Bourgogne Franche Comté du LHIR au CHU de Besançon.

Le chiffre d'affaires 2023 des activités de biologie est supérieur de 1,8 M€ (+4,5%) par rapport au budget rectificatif et de 1,0 M€ (+2,5%) par rapport à l'atterrissage.

#### ✓ Les autres prestations de services médicales

Ces prestations regroupent les soins, les banques de tissus, la thérapie cellulaire, la biothèque donneurs et receveurs et d'autres prestations diverses.

Le chiffre d'affaires relatif aux autres prestations de services médicales augmente de 6,2 M€ soit +16,3% par rapport à 2022. Cette évolution résulte principalement des effets suivants :

<sup>1</sup> Human Leukocyte Antigen

- L'activité de soins enregistre une hausse de 0,9 M€ (+8,0%) ;
- Les activités de banque de tissus augmentent de 1,4 M€ (+23,1%) en lien notamment avec une augmentation tarifaire appliquée sur certains tissus : cornées +1,0 M€, vaisseaux +0,3 M€ et peaux +0,1 M€ ;
- Le chiffre d'affaires de la thérapie cellulaire augmente de 1,3 M€ ;
- L'activité MTI est en croissance de 1,6 M€ (+0,8 M€ en Auvergne Rhône Alpes, +0,7 M€ en Bourgogne Franche Comté, et 0,1 M€ en Centre Pays de la Loire) ;
- Les prestations de recherche sont en hausse de 0,2 M€ ;

Le chiffre d'affaires 2023 des autres prestations de services médicales est supérieur au budget rectificatif 2023 de 1,8 M€ (+4,1%) et est conforme à l'atterrissage.

#### ✓ Les autres produits d'activités annexes

Il s'agit de la facturation des formations de Campus EFS, de frais de ports et accessoires et de la refacturation des frais de locaux mis à disposition. Ils s'élèvent à 3,5 M€ en 2023, en hausse de 0,2 M€ par rapport à 2022 (+5,5 %) dont +0,07 M€ pour les formations et +0,1 M€ pour les locaux.

### 2.1.1.4 Le chiffre d'affaires relatif aux ventes de marchandises

Le chiffre d'affaires relatif aux ventes de marchandises s'élève à 1,6 M€ en 2023, en hausse de 0,2 M€ par rapport à 2022. Il est composé du plasma PLYO (+0,1 M€), de ventes de tissus (+0,2 M€) et de petits matériels divers (-0,8 M€).

### 2.1.1.5 Les autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation (174,5 M€) sont en hausse en 2023 de 53,0 M€ par rapport au réel 2022 (+43,7%) et en augmentation de 18,8% soit +27,6 M€ par rapport au budget rectificatif 2023.

Autres produits d'exploitation											
K€	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BI 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / ATT 2023		Δ RE 2023 / BR 2023		Δ RE 2023 / RE 2022	
						K€	%	K€	%	K€	%
Reprises sur amortissements et provisions	94 946	84 585	71 547	71 547	76 021	10 362	12,2 %	23 399	32,7 %	18 925	24,9 %
Subventions d'exploitation	59 314	59 646	60 214	42 014	26 433	-332	-0,6 %	-900	-1,5 %	32 880	124,4 %
Autres produits de gestion courante	8 555	1 865	1 194	1 194	7 567	6 690	358,6 %	7 360	616,2 %	988	13,1 %
Transfert de charges d'exploitation	750	1 002	276	276	619	-252	-25,2 %	475	172,3 %	131	21,2 %
Production stockée	3 561	2 587	6 518	7 229	3 458	974	37,6 %	-2 957	-45,4 %	103	3,0 %
Produits de cession d'actifs	7 381	7 137	7 171	7 171	7 362	244	3,4 %	210	2,9 %	19	+0,3 %
Total Autres produits d'exploitation	174 507	156 822	146 920	129 431	121 461	17 686	11,3 %	27 588	18,8 %	53 046	43,7 %

Ils s'analysent de la façon suivante :

#### ✓ Subventions d'exploitation

Les subventions, à hauteur de 59,3 M€ en 2023, sont en augmentation de 32,9 M€ par rapport à 2022 et en retrait de 0,9 M€ par rapport au budget rectificatif 2023.

Par rapport au budget, la diminution de 0,9 M€ est essentiellement due à de moindres versements de subvention de recherche/MTI par rapport à ce qui avait été programmé principalement en Centre Pays de la Loire avec ABG (-0,6 M€) ainsi qu'en Ile de France.

Par rapport au réel 2022, l'augmentation de 32,9 M€ est due à la hausse de la subvention de la CNAM de 33,2 M€.

Les principales subventions versées en 2023 sont les suivantes :

- Une subvention de 54,7 M€ versée par la CNAM ;
- Les subventions versées par l'Agence de Biomédecine (ABM) à hauteur de 1,9 M€, au titre du plan greffe dans le cadre de la constitution d'un fichier de donneurs de moelle osseuse (13 910 typages) ;
- Des subventions au titre de la recherche pour 2,0 M€ notamment pour l'activité de production de médicaments de thérapie innovante (MTI) et le projet Ecell qui bénéficie d'un financement de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) :
  - 0,4 M€ en Bourgogne Franche Comté (Ecell, Mimédi...) ;
  - 0,4 M€ en Centre Pays de la Loire (Génésis, Stellar ...) ;
  - 0,3 M€ en Auvergne Rhône Alpes (Ecell...) ;
  - 0,2 M€ en Grand Est (ANR...) ;
  - 0,1 M€ en Ile de France (Maxibone, Mefisto...) ;
  - 0,1 M€ en Bretagne (Ecell...) ;
  - 0,1 M€ en Occitanie (ANR...) ;
  - 0,4 M€ dans les autres régions ;
- Des subventions versées par d'autres organismes ainsi que des subventions de fonctionnement locales (CPAM, collectivités locales) pour 0,7 M€.

✓ **Autres produits de gestion courante**

Les autres produits de gestion courante s'élèvent à 8,6 M€ en 2023, en augmentation de 1,0 M€ par rapport à 2022 et en hausse de 7,4 M€ par rapport au budget rectificatif. Ils sont principalement constitués, en 2023, d'une créance liée à la mise en place d'une nouvelle méthodologie de calcul de prorata de TVA validée par rescrit de 5,0 M€, mais aussi de divers produits de gestion sur des années antérieures et de produits liés aux brevets et licences déposés par l'EFS.

✓ **Reprises sur amortissements et provisions d'exploitation**

Le montant des reprises s'élève à 94,9 M€, soit +18,9 M€ par rapport à l'exercice 2022 et +23,4 M€ par rapport au budget rectificatif 2023. Ce poste s'analyse en liaison avec les dotations aux provisions notamment sur stocks et encours détaillées avec les charges d'exploitation.

✓ **Transferts de charges d'exploitation**

Ce poste, d'un montant de 0,8 M€, est en augmentation de 0,1 M€ par rapport à 2022 et en hausse de 0,5 M€ par rapport au budget 2023 (remboursements de sinistre en Hauts de France Normandie, participation du CHRU de Tours aux frais de garde de nuit EFS...).

✓ **Variations de stocks et production immobilisée**

Ce poste, à hauteur de 3,6 M€, augmente de 0,1 M€ par rapport à 2022 ; il est en retrait par rapport au budget rectificatif 2023 (-3,0 M€).

La variation de stocks de 3,6 M€ est liée aux produits suivants :

- CGR pour 0,4 M€ ;
- Plasma sécurisé et en cours de sécurisation issu de sang total pour 0,8 M€ ;
- Plasma sécurisé et en cours de sécurisation issu d'aphérèse pour 0,4 M€ ;
- Unités de Sang Placentaire pour 0,7 M€ ;
- Plasma matière première pour le fractionnement pour 0,8 M€ ;
- Plasma IA issu de sang total pour 0,1 M€ ;
- PSL Non Thérapeutiques pour 0,5 M€ ;

- Réactifs pour 0,1 M€ ;
- Tissus pour -0,1 M€ ;
- Plaquettes pour -0,1 M€.

Par rapport au réel 2022, l'écart de 0,1 M€ sur la production immobilisée et les variations de stocks est principalement lié aux variations suivantes :

- CGR pour -0,2 M€ ;
- Plasma sécurisé et en cours de sécurisation issu de sang total pour -0,1 M€ ;
- Plasma sécurisé et en cours de sécurisation issu d'aphérèse pour 0,7 M€ ;
- Plasma matière première pour le fractionnement pour 0,2 M€ ;
- Plasma IA issu de sang total pour 0,1 M€ ;
- Tissus pour -0,3 M€ ;
- Plaquettes pour -0,2 M€.

Par rapport au budget rectificatif 2023, l'écart de -3,0 M€ sur la production immobilisée et les variations de stocks est principalement lié aux variations suivantes :

- CGR pour -5,0 M€ ;
- Plaquettes pour -0,3 M€ ;
- Plasma sécurisé et en cours de sécurisation et plasma IA pour 0,7 M€ ;
- Plasma matière première pour le fractionnement pour 1,1 M€ ;
- Et divers pour 0,5 M€.
- Plaquettes pour 0,1 M€ ;
- Et divers pour 0,1 M€.

#### ✓ Produits de cessions d'éléments d'actifs

En 2023, les produits de cessions d'éléments d'actifs cédés sont de 7,4 M€, au niveau du réel 2022. En 2023, la vente du site de Saint Laurent du Var (Provence Alpes Côte d'Azur Corse) a pu être réalisée à hauteur de 5,0 M€ en juin.

Par rapport au budget rectificatif 2023, les produits de cessions d'actifs sont en augmentation de 0,2 M€ et sont essentiellement liés à des cessions d'immobilisations corporelles (automates, véhicules...) réalisées en 2023 dans les établissements régionaux.

## 2.1.2 Les charges d'exploitation

Les charges d'exploitation de l'exercice 2023 sont en hausse de 33,1 M€ (+3,2%) par rapport au réel 2022 et en diminution de 4,8 M€ (-0,4%) par rapport au budget rectificatif 2023.

Charges d'exploitation											
K€	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BI 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / ATT 2023		Δ RE 2023 / BR 2023		Δ RE 2023 / RE 2022	
						K€	%	K€	%	K€	%
Achats d'approvisionnement	-217 598	-218 663	-231 341	-237 960	-202 221	1 065	-0,5 %	13 743	-5,9 %	-15 377	7,6 %
Services extérieurs	-157 771	-163 909	-166 105	-166 105	-154 933	6 138	-3,7 %	7 334	-4,4 %	-2 838	1,8 %
Frais de personnel	-554 211	-558 875	-556 328	-578 180	-544 130	4 664	-0,8 %	2 118	-0,4 %	-10 081	1,9 %
Dotation aux amortissements et aux provisions	-124 115	-116 649	-112 943	-112 943	-122 617	-7 466	6,4 %	-11 173	9,9 %	-1 498	1,2 %
Autres charges	-15 608	-18 128	-8 394	-8 394	-12 306	2 520	-13,9 %	-7 214	85,9 %	-3 302	26,8 %
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>-1 069 303</b>	<b>-1 076 224</b>	<b>-1 074 111</b>	<b>-1 103 582</b>	<b>-1 036 207</b>	<b>6 922</b>	<b>-0,6 %</b>	<b>4 808</b>	<b>-0,4 %</b>	<b>-33 096</b>	<b>3,2 %</b>

Une analyse de l'évolution des charges d'exploitation par nature de dépenses est présentée dans le tableau « Structure des charges d'exploitation » (voir document : « EPRD – Exécution des recettes et des dépenses – Exercice 2023 »).

### 2.1.2.1 Les achats d'approvisionnements consommés

Une analyse de l'évolution des achats consommés par nature est présentée dans le tableau « Structure des achats » (voir document : « EPRD – Exécution des recettes et des dépenses – Exercice 2023 »).

L'analyse réalisée ci-dessous est effectuée sur la base des consommations, c'est-à-dire des niveaux d'achats auxquels sont additionnées les variations de stocks.

Achats d'approvisionnement											
K€	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BI 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / ATT 2023		Δ RE 2023 / BR 2023		Δ RE 2023 / RE 2022	
						K€	%	K€	%	K€	%
<b>Consommation de fournitures médicales</b>	<b>-180 628</b>	<b>-182 466</b>	<b>-185 721</b>	<b>-188 342</b>	<b>-178 110</b>	<b>1 838</b>	<b>-1,0 %</b>	<b>5 093</b>	<b>-2,7 %</b>	<b>-2 518</b>	<b>1,4 %</b>
dont Réactifs	-67 970	-67 399	-69 237	-70 687	-67 072	-571	+0,8 %	1 267	-1,8 %	-898	1,3 %
dont Poches	-30 657	-31 109	-30 200	-31 713	-30 970	452	-1,5 %	-456	1,5 %	313	-1,0 %
dont Kits	-48 030	-48 160	-48 375	-47 874	-46 930	131	-0,3 %	346	-0,7 %	-1 100	2,3 %
dont Filtres	-46	-38	-160	-160	-64	-8	21,7 %	114	-71,4 %	18	-28,6 %
<b>dont Autres fournitures médicales</b>	<b>-33 925</b>	<b>-35 759</b>	<b>-37 748</b>	<b>-37 909</b>	<b>-33 075</b>	<b>1 834</b>	<b>-5,1 %</b>	<b>3 823</b>	<b>-10,1 %</b>	<b>-851</b>	<b>2,6 %</b>
Autres produits pharmaceutiques	-8 906	-8 933	-9 079	-9 080	-8 325	27	-0,3 %	172	-1,9 %	-581	7,0 %
Autres fourniture & petit mat trans	-22 554	-24 081	-24 813	-24 972	-21 636	1 528	-6,3 %	2 260	-9,1 %	-918	4,2 %
Fournitures d'hygiène et d'entretien	-2 466	-2 744	-3 856	-3 856	-3 114	279	-10,2 %	1 391	-36,1 %	648	-20,8 %
<b>Consommation de Mat 1ère</b>	<b>-16</b>	<b>61</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-39</b>	<b>-78</b>	<b>-126,4 %</b>	<b>-16</b>	<b>-100,0 %</b>	<b>23</b>	<b>-58,6 %</b>
<b>Consommation de fournitures non-médicales</b>	<b>-35 623</b>	<b>-34 892</b>	<b>-44 177</b>	<b>-48 177</b>	<b>-22 902</b>	<b>-731</b>	<b>2,1 %</b>	<b>8 554</b>	<b>-19,4 %</b>	<b>-12 721</b>	<b>55,5 %</b>
Fournitures informatiques et de bureau	-2 718	-2 739	-3 731	-3 731	-3 499	21	-0,8 %	1 013	-27,2 %	781	-22,3 %
Alimentation	-7 283	-7 317	-7 465	-7 465	-6 749	34	-0,5 %	182	-2,4 %	-535	7,9 %
Combustibles eau et énergie	-23 309	-22 636	-34 326	-34 326	-9 904	-673	3,0 %	11 017	-32,1 %	-13 405	135,3 %
Autres fournitures non-médicales	-2 312	-2 201	1 346	-2 654	-2 750	-112	5,1 %	-3 658	-271,8 %	437	-15,9 %
<b>Remises rabais ristournes</b>	<b>181</b>	<b>110</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>119</b>	<b>70</b>	<b>63,8 %</b>	<b>179</b>	<b>9 256,5 %</b>	<b>61</b>	<b>51,5 %</b>
<b>Achats consommés de marchandises</b>	<b>-1 512</b>	<b>-1 477</b>	<b>-1 445</b>	<b>-1 443</b>	<b>-1 290</b>	<b>-35</b>	<b>2,4 %</b>	<b>-67</b>	<b>4,7 %</b>	<b>-222</b>	<b>17,2 %</b>
<b>Achats d'approvisionnement</b>	<b>-217 598</b>	<b>-218 663</b>	<b>-231 341</b>	<b>-237 960</b>	<b>-202 221</b>	<b>1 065</b>	<b>-0,5 %</b>	<b>13 743</b>	<b>-5,9 %</b>	<b>-15 377</b>	<b>7,6 %</b>

Les achats d'approvisionnement sont en augmentation de 15,4 M€ en 2023 versus 2022. Les dépenses d'énergie portent à elles seules 87% de cette hausse avec une augmentation de 13,4 M€ sur ce poste, réparties en +11,7 M€ sur l'électricité et +1,9 M€ sur le chauffage, les autres combustibles diminuant de 0,2 M€. Le coût de l'électricité a été multiplié par 3,2, le coût du chauffage a été multiplié par 2, soit une dépense totale sur ces deux postes de 20,8 M€. L'établissement n'a, à ce titre, bénéficié d'aucun amortisseur financier particulier.

En synthèse, les achats d'approvisionnement (217,6 M€) sont en **diminution de 13,7 M€ en 2023 par rapport au budget rectificatif 2023** et se décomposent principalement de la manière suivante :

- **Des dépenses de réactifs en diminution de 1,3 M€** dont -1,1 M€ d'effet quantités sur les activités de QBD ;
- **Des dépenses de poches en hausse de 0,5 M€** du fait d'un effet prix de 0,9 M€ sur les poches de prélèvements de sang total partiellement compensé par la diminution de l'activité de prélèvement de sang total (-1,9%) ;
- **Des dépenses de kits en baisse de 0,3 M€** liées à une activité toujours en retrait sur les prélèvements d'aphérèses plasmatiques et aphaérèses autres ainsi qu'une hausse des tarifs des kits pour les aphaérèses ;
- **Des dépenses d'autres fournitures médicales de -3,8 M€** en lien avec le niveau d'activité en retrait par rapport au budget ainsi que la forte diminution des achats avec la régression de la pandémie sanitaire ;
- **Des dépenses de fournitures non médicales en retrait de 8,6 M€** dont -3,4 M€ sur l'électricité (en prenant en compte l'hypothèse de réduction de 4,0 M€ sur l'énergie intégrée dans le budget rectificatif dans le poste autres fournitures non médicales), -3,3 M€ sur le chauffage, -0,3 M€ sur les autres



combustibles, -1,0 M€ sur les fournitures informatiques et de bureau et -0,2 M€ sur l'alimentation en lien avec la diminution des prélèvements.

**Par rapport à l'atterrissage 2023**, les dépenses d'achats d'approvisionnements consommés sont en réduction de **1,1 M€** essentiellement sur :

- Les consommations de poches pour -0,5 M€ avec une activité de prélèvement de sang total qui reste en retrait par rapport à l'atterrissage prévu (-3,3%) ;
- Les consommations de kits pour -0,1 M€ résultant d'une moindre activité sur les prélèvements d'aphérèses autres (-4,7%) ainsi qu'une baisse d'activité sur la préparation des plaquettes et des plasmas ;
- Les autres fournitures médicales pour -1,8 M€ essentiellement en lien avec une consommation moindre de fournitures d'hygiène (masques et diverses solutions hydro alcooliques) avec la fin de la crise sanitaire ainsi que sur le petit matériel transfusionnel ;
- Les fournitures non médicales sont en augmentation de 0,7 M€ dont +1,5 M€ sur l'électricité, -0,7 M€ sur le chauffage et -0,1 M€ sur le carburant ;
- Les consommations de réactifs sont en hausse de 0,6 M€ principalement sur les activités de QBD.

Analyse versus réalisé 2022

L'augmentation sur les autres postes se situe principalement sur :

- Les réactifs, avec la généralisation du dépistage du VHE début 2023 qui impacte défavorablement les dépenses de réactifs de 1,7 M€, hausse partiellement compensée par un effet quantité de 0,8 M€ sur les réactifs LABM en lien avec une moindre activité (-6,2%) ;
- Les kits, en hausse de 1,1 M€ principalement sur les prélèvements d'aphérèses plasmatiques et autres (+1,7 M€) avec un effet quantité sur les aphérèses plasmatiques de 1,2 M€ en lien avec la forte augmentation de l'activité de ces prélèvements (+35,3%) et un effet de -0,4 M€ sur les aphérèses autres avec une activité en retrait de 4,3%. L'augmentation des tarifs sur les kits d'aphérèses génère un effet prix de 0,9 M€. La moindre consommation de kits plaquettes IA et Tacs DS en raison de la diminution de l'activité et du prix moyen génère une baisse des dépenses de 0,3 M€ ;
- Les consommations de poches sont en diminution de 0,3 M€ essentiellement en lien avec la baisse de 4,5% sur l'activité de prélèvement ;
- Le poste « autres fournitures médicales » affiche une augmentation de 0,9 M€ principalement sur le petit matériel de laboratoire des activités de QBD en lien avec la généralisation du dépistage du VHE.
- Les consommations d'autres produits pharmaceutiques augmentent de 0,6 M€ ;
- La fin de la crise sanitaire génère une baisse à hauteur de 0,6 M€ de l'achat de masques et diverses solutions hydro alcooliques ;
- Sur les autres postes de fournitures non médicales, l'alimentation donneurs augmente de 0,5 M€ du fait de la hausse des prix sur ces achats. Les fournitures informatiques, de bureau ainsi que les autres fournitures non médicales diminuent de 1,2 M€.

Analyse versus budget rectificatif 2023

Le réel 2023 est en retrait de 13,7 M€ par rapport au budget rectificatif.

Les évolutions détaillées des différents types de consommables sont les suivantes :

- Le poste « réactifs » (68,0 M€) est en retrait de 1,3 M€ par rapport au budget rectificatif 2023 dont -0,9 M€ sur la qualification biologique des dons avec un effet volume de -1,1 M€ et un effet prix de 0,3 M€ ;
- Le poste « poches » (30,7 M€) affiche une hausse des consommations de 0,5 M€ (+1,5%). Cette hausse est liée principalement à un effet prix de 0,9 M€ sur les poches de prélèvement de sang total contrebalancée par un effet quantité de -0,6 M€ en lien avec la diminution de l'activité de prélèvement de sang total (-1,9%) par rapport aux prévisions d'activité inscrites au budget rectificatif 2023 entraînant une moindre consommation de poches.
- Le poste « kits » (48,0 M€) diminue de 0,3 M€ (-0,7%) principalement du fait :



- Du retard sur les aphérèses plasmatiques (-6,9%) ainsi que sur les aphérèses autres (-8,8%) qui se traduit par une baisse des dépenses de -1,3 M€, tandis que la hausse des prix des kits entraîne un effet tarifs de +1,1 M€ ;
- Le poste « autres fournitures médicales » (33,9 M€) affiche une diminution de 3,8 M€ par rapport au budget rectificatif 2023 essentiellement en lien avec la fin de la crise sanitaire et l'arrêt d'achats de masques et diverses solutions hydro alcooliques (-1,4 M€) et -2,3 M€ sur les autres fournitures et petits matériels transfusionnels principalement ;
- Le poste « fournitures non médicales » (35,6 M€) est en retrait de 8,6 M€ par rapport au budget rectificatif 2023, avec -3,4 M€ sur l'électricité en prenant en compte les 4,0 M€ d'effort supplémentaire sur l'énergie mis au budget rectificatif dans le poste autres fournitures non médicales, -3,3 M€ sur le chauffage et -0,3 M€ sur les autres combustibles ; les fournitures informatiques et de bureau diminuent de 1,0 M€ et l'alimentation est en baisse de -0,2 M€ en lien avec la diminution des prélèvements.

### 2.1.2.2 Les services extérieurs

Une analyse de l'évolution des services extérieurs par nature est présentée dans le tableau « Structure des charges externes » (voir document : « EPRD – Exécution des recettes et des dépenses – Exercice 2023 »).

Services Extérieurs											
K€	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BI 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / ATT 2023		Δ RE 2023 / BR 2023		Δ RE 2023 / RE 2022	
						K€	%	K€	%	K€	%
Sous-traitance générale	-2 387	-2 760	-3 192	-3 237	-2 866	373	-13,5 %	806	-25,2 %	479	-16,7 %
Locations immobilières et mobilières	-44 498	-45 133	-44 192	-45 178	-38 308	635	-1,4 %	-306	+0,7 %	-6 191	16,2 %
Entretien et réparations	-30 558	-33 982	-34 472	-34 966	-30 510	3 425	-10,1 %	3 914	-11,4 %	-48	+0,2 %
Primes d'assurances	-1 729	-1 557	-1 789	-1 816	-1 584	-172	11,0 %	60	-3,4 %	-145	9,1 %
Transports	-19 988	-20 387	-20 148	-20 248	-19 607	400	-2,0 %	160	-0,8 %	-381	1,9 %
Déplacements missions et réceptions	-5 311	-5 329	-4 216	-3 254	-5 625	18	-0,3 %	-1 095	26,0 %	314	-5,6 %
Frais postaux et de télécommunications	-7 508	-7 547	-8 166	-8 260	-7 634	39	-0,5 %	658	-8,1 %	126	-1,7 %
Autres charges externes	-45 793	-47 214	-48 929	-49 146	-48 800	1 420	-3,0 %	3 136	-6,4 %	3 006	-6,2 %
<b>Total Charges Externes</b>	<b>-157 771</b>	<b>-163 909</b>	<b>-165 105</b>	<b>-166 105</b>	<b>-154 933</b>	<b>6 138</b>	<b>-3,7 %</b>	<b>7 334</b>	<b>-4,4 %</b>	<b>-2 838</b>	<b>1,8 %</b>

Par rapport à 2022, l'inflation s'est diffusée en 2023 principalement sur les postes de charges locatives (par le biais de revalorisations tarifaires du fait notamment de la hausse de l'énergie), de maintenances logicielles, de coût de transport (renouvellements de marchés) et de frais de déplacements. L'Etablissement a réussi à contenir au maximum l'effet de l'inflation par une politique de restriction des dépenses (à savoir la réduction des missions/réceptions, report de tout entretien et honoraire non nécessaires à la continuité d'activité).

Les principaux écarts entre 2022 et 2023 se situent sur les postes de charges externes suivants :

- **La sous-traitance** (-0,5 M€) principalement sur des prestations sur la recherche et les MTI (notamment de contrôle qualité) ;
- **Les locations immobilières** (28,6 M€) en augmentation de 2,8 M€ par rapport à 2022 (+10,8%). Les principales hausses sont sur l'établissement Provence Alpes Côte d'Azur Corse (+0,3 M€) suite au déménagement de l'IH sur le CHU de Nice Pasteur, l'installation sur l'hôpital d'Ajaccio et la location d'un départ collecte sur Saint Laurent du Var ; +1,0 M€ sur l'établissement Ile de France du fait des revalorisations de loyers (dont +10 € par m<sup>2</sup> sur les loyers APHP) et des charges locatives ; +0,4 M€ sur l'établissement Auvergne Rhône Alpes en lien avec la nouvelle MDD de Lyon Part Dieu et des revalorisations de loyers ; +0,6 M€ sur l'établissement Nouvelle Aquitaine sur les charges locatives des CH du fait de l'augmentation de l'électricité et +0,4 M€ sur le siège (prise en compte d'une augmentation des loyers et charges locatives en lien avec l'évolution de l'indice des loyers des activités tertiaires) ;
- **Les locations mobilières** (15,9 M€) en augmentation de 3,4 M€ (+27,2%) dont +1,5 M€ sur les locations informatiques en Actions Nationales, principalement sur la Direction des Systèmes

d'Informations (+0,9 M€ pour la gestion : abonnement SAP HANA en année pleine, nouvel outil SAC Planning, +0,4 M€ pour le renforcement de la sécurité des systèmes d'informations, +0,3 M€ sur les outils digitaux, +1,1 M€ sur les locations d'équipements (principalement pour les nouveaux automates de QBD) et +0,6 M€ sur les locations de matériel de transport (notamment pour des véhicules électriques) sur les établissements régionaux ;

- **Les frais d'entretien et les réparations**, stables par rapport à 2022 : l'augmentation sur les maintenances de logiciels en Actions Nationales (+1,5 M€) du fait de l'inflation sur certains contrats (maintenance SAP, Palo Alto, Citrix, serveurs nationaux et régionaux), d'une nouvelle maintenance de l'outil CRM-Innovadon compensée par la diminution de la maintenance sur le matériel médical (impact des nouveaux marchés QBD avec la gratuité des maintenances sur 2023) et le report de tout entretien jugé non indispensable à la continuité d'activité ;
- **Les primes d'assurance** en augmentation de 0,1 M€ par rapport à 2022 (la baisse de l'assurance responsabilité civile suite au nouveau marché est notamment compensée par l'augmentation des assurances liées aux transports) ;
- **Les frais de transport** (20,0 M€) en augmentation de 0,4 M€ (+1,9%) essentiellement sur l'établissement Provence Alpes Côte d'Azur Corse suite au renouvellement du marché avec une inflation de 10% ;
- **Les frais de déplacements, missions et réceptions** en diminution de 0,3 M€ grâce à la politique de restriction mise en place sur 2023 (augmentation des réunions à distance, réduction des temps de cohésion, recours généralisé à la seconde classe pour les déplacements en train et à la classe économique pour ceux en avion) malgré une inflation particulièrement forte sur ce secteur.
- **Les frais postaux et de télécommunications** sont légèrement en baisse (-0,1 M€ soit -1,7%) par rapport à 2022 : les hausses sur les liaisons informatiques en Actions Nationales (+0,2 M€ essentiellement pour le réseau Wan d'Orange) étant compensées par la diminution des affranchissements et frais de routage (actions marketing et communication non engagées) ;
- **Les autres charges externes** diminuent de 3,0 M€ dont -1,1 M€ sur les honoraires en Actions Nationales (honoraires juridiques, brevets, études et accompagnement de projets en 2022), -1,1 M€ sur les prestations informatiques dont principalement -0,4 M€ en Actions Nationales en lien avec la sécurité informatique et -0,3 M€ sur l'établissement Provence Alpes Côte d'Azur Corse suite à l'arrêt en 2023 de la prestation d'accompagnement de la dette technique mise en place en 2022 et -1,2 M€ de prestations diverses sur les établissements régionaux grâce à la politique de maîtrise des dépenses déployée par l'EFS à compter d'octobre 2022 et qui s'est poursuivie sur l'année 2023.

Les variations les plus marquées par rapport au budget rectificatif 2023 sont enregistrées sur les postes suivants :

- -0,8 M€ sur **la sous-traitance** sur des prestations pour les MTI du fait de retards sur certains projets (Genesis et Stellar principalement) ;
- **Les locations immobilières** sont en ligne avec le budget rectificatif, la hausse sur les loyers et charges locatives (+0,6 M€) étant compensée par la baisse sur les locations ponctuelles (-0,5 M€). La hausse sur les loyers et charges locatives concerne essentiellement les établissements Ile de France et Nouvelle Aquitaine suite à la revalorisation des charges locatives de l'AP-HP et des CH de la région Nouvelle Aquitaine alors que la diminution des locations ponctuelles est essentiellement liée à la location d'algécos pour les travaux de l'IH de Pellegrin décalée sur 2024 ;
- **Les locations mobilières** en hausse de 0,2 M€ (+1,3%) essentiellement sur les locations de véhicules sur les établissements régionaux ;
- **Les frais d'entretien et les réparations** sont en diminution de 3,9 M€ (-11,4%) par rapport au budget rectificatif 2023 et de 3,4 M€ (-10,1%) par rapport à l'atterrissage 2023 sur les maintenances de logiciels en Actions Nationales ;
- **Les primes d'assurance et les frais de transport** sont en ligne avec le budget ;
- **Les frais de déplacements, missions et réceptions** sont en hausse que de 1,1 M€ par rapport au budget rectificatif 2023 grâce à la politique de maîtrise des dépenses mise en place par l'établissement début 2023 et malgré la très forte inflation constatée sur ces prestations ;
- **Les frais postaux et de télécommunications** sont inférieurs au budget rectificatif de 0,7 M€ (-8,1%) principalement sur les frais d'affranchissement et de routage sur les établissements Haut de France Normandie (baisse des sms suite à des efforts de rationalisation) et Ile de France (actions marketing et communication non engagées) ;
- **Les autres charges externes** sont inférieures au budget rectificatif de 3,1 M€ avec des économies réalisées sur les honoraires de 1,7 M€ en Actions Nationales (honoraires juridiques, études et décalage de lancement de projets) et sur les autres prestations diverses de 1,7 M€ réparties dans les

différentes régions, partiellement compensées par une augmentation de 0,3 M€ sur les frais de communication (dont +0,6 M€ en Actions Nationales pour une campagne Plasma alors que ces frais enregistrent une diminution sur la majorité des établissements régionaux). Ce poste est en diminution de 1,4 M€ par rapport à l'atterrissage 2023 dont -0,6 M€ sur les honoraires en Actions Nationales et -0,7 M€ d'économies sur les actions de communication dans les établissements régionaux.

### 2.1.2.3 Les frais de personnel

Les frais de personnel rapportés au chiffre d'affaires représentent **62,7%** en 2023 contre **62,3%** en 2022. Cette hausse fait suite à la croissance des dépenses de personnel, malgré une baisse des effectifs, expliquée par :

- L'effet année pleine de la mesure d'augmentation générale de 3,5% au 1<sup>er</sup> novembre 2022 ;
- La RMPP classique de l'établissement avec notamment une augmentation de la prime d'expérience.

Une analyse de l'évolution des frais de personnel par nature est présentée dans le tableau 10 « Structure des frais de personnel » (voir document : « EPRD – Exécution des recettes et des dépenses – Exercice 2023 »).

### 2.1.2.4 Evolution des effectifs

Les effectifs moyens annuels relatifs aux frais de personnel mentionnés ci-après sont au nombre de **8 525,3** équivalents temps plein annuels (ETPA) au titre de l'exercice 2023, contre :

- - **8 492,2 ETPA** sur l'exercice 2020 ;
- - **8 535,5 ETPA** sur l'exercice 2021 ;
- - **8 570,8 ETPA** sur l'exercice 2022 ;
- - **8 529,5 ETPA** au titre du budget rectificatif 2023, soit un écart de **-4,2 ETPA** (-0,05%) par rapport au budget rectifié.

#### ETPA par contrat

Permanents / Temporaires	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BI 2023	RE 2022	Δ RE 2023 - BR 2023		Δ RE 2023 - RE 2022	
						En ETP	En %	En ETP	En %
<b>Effectifs Permanents</b>	7 834,9	7 854,2	7 873,9	8 023,8	7 803,6	-38,9	-0,49%	31,3	0,40%
Contrats CDI	7 626,4	7 645,3	7 646,0	7 796,0	7 562,6	-19,6	-0,26%	63,8	0,84%
Contrats MAD	208,5	208,9	227,8	227,8	241,0	-19,3	-8,47%	-32,5	-13,49%
<b>Effectifs Temporaires</b>	690,3	674,5	655,6	655,6	767,2	34,7	5,30%	-76,9	-10,02%
Contrats CDD	168,9	179,4	151,3	151,3	158,3	17,6	11,63%	10,6	6,68%
Contrats INTERIM	521,4	495,1	504,3	504,3	608,9	17,1	3,40%	-87,5	-14,37%
<b>Effectifs Permanents et Temporaires</b>	<b>8 525,3</b>	<b>8 528,6</b>	<b>8 529,5</b>	<b>8 679,4</b>	<b>8 570,8</b>	<b>-4,2</b>	<b>-0,05%</b>	<b>-45,6</b>	<b>-0,53%</b>

Concernant l'analyse d'écarts entre le réel 2023 et le budget rectificatif 2023 :

Le réel 2023 est conforme au budget rectificatif avec une très légère sous exécution (**-4,2 ETP**). Au-delà des difficultés de recrutement sur certaines fonctions comme les biologistes, l'établissement a mis en place des mesures fortes telles que des gels de postes/projets sur les fonctions supports afin de tenir ce budget rectificatif.

Les difficultés de recrutement ont contraint l'établissement à privilégier les contrats temporaires (CDD et intérim, +34,7 ETP) au détriment des effectifs permanents (-38,9 ETP).

Concernant l'analyse d'écarts entre le réel 2023 et le réel 2022 :

Une diminution de **45,6 ETP** est à noter entre les deux exercices, cela fait suite aux gels de postes volontaires de l'établissement pour respecter le budget rectificatif.

Une augmentation de **63,8 ETP** sur les contrats CDI est à noter, l'augmentation générale de 3,5% passée en novembre 2022 a permis de stabiliser certaines populations, notamment celle des IDE et des techniciens de laboratoire.

La baisse importante sur les mis à disposition (**-32,5 ETP**) est expliquée par les départs naturels à la retraite non remplacés sur ce type de contrat.

La décroissance sur le volet intérim (**-87,5 ETP**) est liée notamment à la baisse du niveau d'absentéisme (-1,4 points de pourcentage), objectif fort de l'établissement sur l'année 2023.

## ETPA par activité

Activité	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BI 2023	RE 2022	Δ RE 2023 - BR 2023		Δ RE 2023 - RE 2022	
						En ETP	En %	En ETP	En %
<b>1 - Activité transfusionnelle</b>	6 159,4	6 158,4	6 154,4	6 227,4	6 165,2	5,0	0,08%	-5,8	-0,09%
1.1 Prélèvements	2 884,4	2 877,3	2 870,0	2 890,2	2 888,8	14,4	0,50%	-4,5	-0,16%
1.2 Qualification du don	227,7	229,1	234,2	241,3	235,1	-6,5	-2,79%	-7,4	-3,16%
1.3 Production	478,0	479,7	478,5	494,4	483,2	-0,5	-0,11%	-5,2	-1,07%
1.4 Contrôle qualité	177,4	176,2	173,8	173,9	170,6	3,6	2,07%	6,9	4,03%
1.5 Distribution / IHR	2 287,3	2 290,2	2 294,6	2 320,1	2 285,1	-7,3	-0,32%	2,2	0,10%
1.6 Biothèque	21,3	21,2	20,8	23,8	23,0	0,5	2,36%	-1,7	-7,54%
1.7 Négoce	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,0	0,01%	0,0	-25,57%
1.8 Non Thérapeutiques	47,7	48,7	46,7	47,8	44,3	1,0	2,14%	3,4	7,70%
1.9 CNRGS	35,5	36,0	35,6	35,6	35,0	-0,1	-0,23%	0,6	1,62%
<b>2 - Activité annexes et connexes</b>	549,0	550,9	549,2	564,6	594,2	-0,2	-0,04%	-45,2	-7,60%
2.1 LABM	230,1	231,7	229,5	233,6	271,8	0,6	0,25%	-41,8	-15,36%
2.2 Soins	78,6	79,0	80,3	81,7	81,8	-1,7	-2,09%	-3,2	-3,93%
2.3 Banque de tissus	44,2	44,2	44,5	47,7	44,0	-0,3	-0,65%	0,2	0,43%
2.4 Thérapie cellulaire	103,6	103,9	104,1	105,1	105,2	-0,5	-0,49%	-1,6	-1,54%
2.5 Production de réactifs et autres	76,1	75,7	74,1	77,2	71,8	2,0	2,72%	4,3	6,03%
2.6 Formation enseignement	16,4	16,4	16,7	19,2	19,4	-0,3	-2,06%	-3,1	-15,91%
<b>3 - Recherche</b>	170,3	170,3	171,5	192,0	163,7	-1,2	-0,71%	6,7	4,07%
<b>4 - Support</b>	1 538,9	1 543,5	1 550,5	1 591,1	1 542,2	-11,6	-0,75%	-3,3	-0,21%
5 - Personnel Mission Nationale	23,0	21,3	25,0	25,0	24,9	-2,1	-8,22%	-1,9	-7,73%
6 - Instances Représentatives	84,6	84,2	78,7	79,3	80,7	5,9	7,52%	4,0	4,92%
<b>Total des Activités</b>	<b>8 525,3</b>	<b>8 528,6</b>	<b>8 529,5</b>	<b>8 679,4</b>	<b>8 570,8</b>	<b>-4,2</b>	<b>-0,05%</b>	<b>-45,6</b>	<b>-0,53%</b>

Les variations des effectifs par activité entre le réel 2023 et le budget rectificatif 2023 s'expliquent de la manière suivante :

- Activités transfusionnelles (**+5 ETPA**) : essentiellement sur le prélèvement (**+14,4 ETPA**) suite à un taux d'absentéisme encore trop élevé sur cette activité (9%) et un besoin de remplacer afin d'assurer les collectes. Ce dépassement est en partie compensé par une sous-exécution sur la qualification biologique du don (**-6,5 ETPA**) et l'IH/DEL (**-7,3 ETPA**) en lien avec les grandes difficultés de recrutement sur la population des biologistes ;
- Une stabilité des ETPA sur les activités annexes et connexes (**-0,2 ETPA**) ;
- Une quasi-stabilité des ETPA recherche (**-1,2 ETPA**) ;
- Activité support (**-11,6 ETPA**) : essentiellement expliqués par les gels de postes et également des vacances importantes sur les profils cadres.

Concernant les variations entre le réel 2023 et le réel 2022 (**-45,6 ETP**) :

- Une majeure partie de cette diminution est en lien avec les efforts de l'établissement afin de respecter le budget rectificatif. Cela a été possible sur une partie des activités grâce à la baisse du taux d'absentéisme (1,4 points de pourcentage) et les gels de postes ;
- L'augmentation de **3,4 ETP** sur l'activité Non Thérapeutiques fait suite à une augmentation du chiffre d'affaire (**+0,7 M€**) ;
- La baisse de **41,8 ETP** sur le LABM est expliquée par le transfert de cette activité au CHU de Besançon pour la région Bourgogne-Franche-Comte ;
- La croissance de **6,7 ETP** sur l'activité recherche est essentiellement expliquée par les projets MTI.

### 2.1.2.5 Evolution des frais de personnel

Les frais de personnel s'établissent pour l'année 2023 à **554,2 M€** en augmentation de **10,1 M€ (+1.9%)** par rapport à la réalisation 2022 et constituent **51,7 %** des charges d'exploitation de l'établissement contre **52,5%** l'année précédente.

#### Evolution de la masse salariale par rubrique pour le Réel 2023

Charges de personnel											
K€	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BI 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / ATT 2023		Δ RE 2023 / BR 2023		Δ RE 2023 / RE 2022	
						K€	%	K€	%	K€	%
Rémunérations et autres charges du personnel	-361 684	-366 754	-364 151	-378 792	-351 816	5 071	-1,4 %	2 467	-0,68 %	-9 867	2,80 %
Mises à disposition de personnel	-18 008	-17 356	-17 723	-17 723	-19 302	-652	3,8 %	-285	1,61 %	1 294	-6,70 %
Charges sociales et fiscales sur les rémunérations	-142 508	-144 905	-146 492	-153 797	-138 820	2 397	-1,7 %	3 985	-2,72 %	-3 688	2,66 %
Produit résultant du CICE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Personnel intérimaire	-33 625	-31 663	-29 786	-29 787	-36 486	-1 962	6,2 %	-3 839	12,89 %	2 861	-7,84 %
Transfert de charges de personnel	1 614	1 803	1 824	1 919	2 294	-190	-10,5 %	-210	-11,51 %	-681	-29,66 %
<b>Total charges de personnel</b>	<b>-554 211</b>	<b>-558 875</b>	<b>-556 328</b>	<b>-578 180</b>	<b>-544 130</b>	<b>4 664</b>	<b>-0,8 %</b>	<b>2 118</b>	<b>-0,38 %</b>	<b>-10 081</b>	<b>1,85 %</b>

Les frais de personnel s'élèvent à **554,2 M€** sur l'exercice contre **556,3 M€** au regard du budget rectificatif 2023, soit une économie de **2,1 M€**. On notera ainsi les évolutions suivantes :

Concernant l'économie de **6,5 M€** des rémunérations **chargées (sociales et fiscales)** :

- **6,1 M€** expliqués par un effet noria important accentué fortement par un effet de structure (baisse des médecins pour plus de profils infirmiers) et des gels de postes nombreux sur des fonctions supports avec des rémunérations élevées ;
- **1,7 M€** expliqués par une augmentation des comptes de provision (notamment pour les repos compensateurs et le CET) ;
- + **0,8 M€** liés aux heures supplémentaires en conséquence des fortes restrictions d'effectifs pour atteindre le budget rectificatif ;
- + **1,2 M€** de dépassement sur les cotisations Pôle Emploi et transport ;
- **1,5 M€** suite à des économies sur les frais pédagogiques de formation, effort volontariste de l'établissement avec une forte diminution des formations impliquant des frais de déplacement ;
- + **0,9 M€** en lien avec l'augmentation des cotisations de prévoyance ;
- Les frais concernant le personnel mis à disposition sont en léger dépassement de **0,3 M€** malgré l'économie de **19,3 ETP**. Cette économie moindre est expliquée par le fait que le budget rectificatif a été appliqué uniquement sur les frais du personnel de droit privé. De surcroît, la revalorisation de la valeur du point pour la fonction publique à hauteur de 1,5% au 1<sup>er</sup> juillet 2023 a entraîné un surcoût supplémentaire non prévu au budget.
- Le dépassement de **3,8 M€** sur le personnel intérimaire est expliqué par :
  - Une hausse de **17,1 ETP** par rapport au budget rectificatif. Cette hausse fait suite aux difficultés de recrutement de l'établissement sur la population CDI sur certains emplois.
  - Un coût moyen sous-évalué au budget 2023
- Enfin, des transferts de charges de personnels légèrement moins importants (**+0,2 M€**) est à noter.

Concernant l'augmentation de **10,1 M€** entre le réel 2023 et le réel 2022, plusieurs faits saillants sont à noter :

- L'effet année pleine de la mesure d'augmentation générale de 3,5% passée en novembre 2022 ;
- La campagne d'évolution annuelle (RMPP à 1,8%) ;



- Des indemnités journalières de la Sécurité sociale perçues moins importantes en lien avec une amélioration significative du taux d'absentéisme (-1,4 points de pourcentage).
- Ces effets ont été en partie absorbés par :
  - Une baisse de **45,6 ETP** ;
  - La prime exceptionnelle versée en juillet 2022 (**3,3 M€** charges comprises) non reconduite sur 2023 ;
  - Une diminution des frais pédagogiques de formation (**600 K€**).

### 2.1.2.6 Les autres charges

Les autres charges de l'exercice 2023 s'élèvent à 15,6 M€, en hausse de 3,3 M€ par rapport à 2022 et de 7,2 M€ par rapport au budget rectificatif 2023 :

AUTRES CHARGES											
K€	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BI 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / ATT 2023		Δ RE 2023 / BR 2023		Δ RE 2023 / RE 2022	
						K€	%	K€	%	K€	%
Impôts et taxes	-1 047	-4 315	-4 339	-4 339	-4 958	3 268	-75,7 %	3 292	-75,9 %	3 910	-78,9 %
Créances irrécouvrables	-1 796	-1 711	-54	-54	-271	-86	5,0 %	-1 743	3 245,2 %	-1 526	563,9 %
Subventions et contrib versées aux 1/3	-1 041	-1 050	-1 051	-1 051	-1 931	8	-0,8 %	10	-0,9 %	890	-46,1 %
Valeur comptable éléments d'actif cédés	-1 658	-1 511	-968	-968	-1 833	-147	9,8 %	-689	71,2 %	175	-9,5 %
Autre	-10 065	-9 542	-1 981	-1 981	-3 314	-523	5,5 %	-8 083	408,0 %	-6 751	203,8 %
<b>Total</b>	<b>-15 608</b>	<b>-18 128</b>	<b>-8 394</b>	<b>-8 394</b>	<b>-12 306</b>	<b>2 520</b>	<b>-13,9 %</b>	<b>-7 214</b>	<b>85,9 %</b>	<b>-3 302</b>	<b>26,8 %</b>

Cette hausse est principalement liée à la comptabilisation sur les actions nationales des remises gracieuses des débits dans le cadre de l'affaire Mérel (5,3 M€) ainsi que la non-valeur relative à la créance de M. Garretta (1,6 M€). Ces deux éléments n'ont aucun impact financier sur le résultat global, des reprises de provision d'égale montant ayant été effectuées. Sur les charges « autre », il est à noter également le paiement de pénalités au LFB sur les livraisons 2022 de plasma pour fractionnement à hauteur de 2,0 M€. La validation de la nouvelle méthode de calcul du prorata de TVA génère en 2023 une baisse des impôts et taxes de 2,1 M€.

Par rapport au budget rectificatif 2023, l'écart provient des mêmes éléments cités ci-dessus.

### 2.1.2.7 Les dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et aux provisions pour l'exercice 2023 s'analysent comme suit :

Dotations aux provisions											
K€	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BI 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / ATT 2023		Δ RE 2023 / BR 2023		Δ RE 2023 / RE 2022	
						K€	%	K€	%	K€	%
Amortissements des immobilisations	-41 835	-40 425	-42 861	-42 861	-40 650	-1 410	3,5 %	1 026	-2,4 %	-1 186	2,9 %
Provisions sur stocks et en cours	-71 192	-70 490	-68 887	-68 887	-70 402	-702	1,0 %	-2 306	3,3 %	-791	1,1 %
Provisions sur comptes clients	-377	-32	-	-	-88	-345	1 077,7 %	-377	-100,0 %	-289	327,0 %
Provisions pour risques et charges de fonct	-5 619	-1 119	-145	-145	-10 054	-4 499	402,0 %	-5 474	3 774,9 %	4 435	-44,1 %
Provisions pour dépréciation	-176	-	-	-	-277	-176	-100,0 %	-176	-100,0 %	101	-36,6 %
Provisions pour risques et charges	-4 916	-4 483	-550	-550	-945	-433	9,7 %	-4 366	793,8 %	-3 971	420,4 %
Provisions pour contentieux transfu SADC	-	-100	-500	-500	-202	100	-100,0 %	500	-100,0 %	202	-100,0 %
<b>Total</b>	<b>-124 115</b>	<b>-116 649</b>	<b>-112 943</b>	<b>-112 943</b>	<b>-122 617</b>	<b>-7 466</b>	<b>6,4 %</b>	<b>-11 173</b>	<b>9,9 %</b>	<b>-1 498</b>	<b>1,2 %</b>

### 2.1.2.8 Les dotations aux amortissements

Les dotations aux amortissements sont en augmentation de 1,2 M€ par rapport au réalisé 2022 (+2,9%) principalement en Actions Nationales (Innovadon dont l'outil de CRM, migration vers SAP HANA, portail SAP, continuité des services informatiques PRA 2H).

Par rapport au budget rectificatif, les dotations aux amortissements représentent une économie de 1,0 M€ en lien avec les contraintes de trésorerie obligeant à repousser dans le temps la réalisation de projets. L'écart entre l'atterrissage et le réalisé de 1,4 M€ est principalement lié à une sous-dotation dans le calcul de l'atterrissage des Actions Nationales.

### 2.1.2.9 Les dotations aux provisions

Les dotations aux provisions en 2023 (82,3 M€) sont à analyser en liaison avec les reprises de provisions qui s'élèvent à 94,8 M€ :

Dotations et reprises sur provisions											
K€	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BI 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / ATT 2023		Δ RE 2023 / BR 2023		Δ RE 2023 / RE 2022	
						K€	%	K€	%	K€	%
Dotation - Stocks et Encours	-71 192	-70 490	-68 887	-68 887	-70 402	-702	1,0 %	-2 306	3,3 %	-791	1,1 %
Reprise - Stocks et Encours	70 339	70 150	68 229	68 229	69 049	189	+0,3 %	2 111	3,1 %	1 290	1,9 %
<b>Dotation nette - Stocks et Encours</b>	<b>-853</b>	<b>-341</b>	<b>-658</b>	<b>-658</b>	<b>-1 353</b>	<b>-513</b>	<b>150,6 %</b>	<b>-195</b>	<b>29,7 %</b>	<b>499</b>	<b>-36,9 %</b>
Dotation - Clients	-377	-32	-	-	-88	-345	1 077,7 %	-377	-100,0 %	-289	327,0 %
Reprise - Clients	7 026	6 984	2	2	56	42	+0,6 %	7 024	460 706,9 %	6 970	12 384,9 %
<b>Dotation nette - Clients</b>	<b>6 649</b>	<b>6 952</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-32</b>	<b>-303</b>	<b>-4,4 %</b>	<b>6 647</b>	<b>435 954,0 %</b>	<b>6 681</b>	<b>-20 811,6 %</b>
Dotation - Risque et Charges de fonct	-5 619	-1 119	-145	-145	-10 054	-4 499	402,0 %	-5 474	3 774,9 %	4 435	-44,1 %
Reprise - Risque et Charges de fonct	16 067	6 734	2 117	2 117	5 731	9 333	138,6 %	13 950	658,9 %	10 336	180,3 %
<b>Dotation nette - Risque et Charges de fonct</b>	<b>10 448</b>	<b>5 615</b>	<b>1 972</b>	<b>1 972</b>	<b>-4 322</b>	<b>4 833</b>	<b>86,1 %</b>	<b>8 476</b>	<b>429,8 %</b>	<b>14 771</b>	<b>-341,7 %</b>
Dotation - Risque prud'hommes	-4 916	-4 483	-550	-550	-945	-433	9,7 %	-4 366	793,8 %	-3 971	420,4 %
Reprise - Risque prud'hommes	808	616	200	200	460	192	31,2 %	608	304,1 %	348	75,5 %
<b>Dotation nette - Risque prud'hommes</b>	<b>-4 108</b>	<b>-3 866</b>	<b>-350</b>	<b>-350</b>	<b>-484</b>	<b>-241</b>	<b>6,2 %</b>	<b>-3 758</b>	<b>1 073,6 %</b>	<b>-3 623</b>	<b>748,3 %</b>
Dotation - Risque pour dépréciation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reprise sur provisions - pour dépréciation	5	+0	-	-	93	5	1 544,7 %	5	-100,0 %	-87	-94,3 %
<b>Dotation nette - Risque pour dépréciation</b>	<b>5</b>	<b>+0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>93</b>	<b>5</b>	<b>1 544,7 %</b>	<b>5</b>	<b>-100,0 %</b>	<b>-87</b>	<b>-94,3 %</b>
Dotation - Risque pour dépréciation immo	-176	-	-	-	-277	-176	-100,0 %	-176	-100,0 %	101	-36,6 %
Reprise - Risque pour dépréciation immo	279	-	-	-	131	279	-100,0 %	279	-100,0 %	148	112,8 %
<b>Dotation nette - Risque pour dépréciation immo</b>	<b>103</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-146</b>	<b>103</b>	<b>-100,0 %</b>	<b>103</b>	<b>-100,0 %</b>	<b>249</b>	<b>-170,6 %</b>
Dotation - Contentieux transfu SACD	-	-100	-500	-500	-202	100	-100,0 %	500	-100,0 %	202	-100,0 %
Reprise - Contentieux transfu SACD	273	100	1 000	1 000	501	173	173,4 %	-727	-72,7 %	-227	-45,4 %
<b>Dotation nette - Contentieux transfu SACD</b>	<b>273</b>	<b>0</b>	<b>500</b>	<b>500</b>	<b>299</b>	<b>273</b>	<b>-100,0 %</b>	<b>-227</b>	<b>-45,3 %</b>	<b>-25</b>	<b>-8,4 %</b>
<b>Dotation nette - Total</b>	<b>12 518</b>	<b>8 360</b>	<b>1 466</b>	<b>1 466</b>	<b>-5 946</b>	<b>4 157</b>	<b>49,7 %</b>	<b>11 052</b>	<b>754,1 %</b>	<b>18 464</b>	<b>-310,5 %</b>

En 2023, la reprise nette s'élève à 12,5 M€, par rapport à une dotation nette 2022 de -5,9 M€ soit une variation positive entre les deux exercices de 18,5 M€ dont :

- Reprise nette sur les stocks et en-cours de 0,5 M€ dont principalement :
  - Des reprises nettes de 0,2 M€ sur les stocks UPR, 0,4 M€ sur les PLER et 0,3 M€ sur les tissus ;
  - Une dotation nette de 0,5 M€ sur le plasma thérapeutique.
- Reprise sur provision pour autres créances a été comptabilisée en contrepartie des remises gracieuses des débits des 2 ACS de Bretagne (5,3 M€) ainsi que la non-valeur relative à la créance de M. Garretta (1,6 M€) ;
- Reprise nette des provisions pour risque et charges de fonctionnement de 14,8 M€ ; les principales dotations et reprise de l'exercice sont les suivantes :
  - Une reprise de provision pour risque de pénalités sur le contrat de ventes au LFB pour 2,6 M€ ;
  - Une reprise de provision pour demandes d'indemnités d'imprévision sur les marchés publics pour 1,2 M€ ;
  - Une reprise de provision liée au redressement fiscal pour 0,9 M€ ;
  - Une reprise de provision complémentaire liée à la régularisation de TVA sur les immobilisations de 0,9 M€ ;
  - Une reprise des provisions sur les déductions de TVA de 2020 et 2021 de 7,2 M€ suite à la validation d'une nouvelle méthode de calcul du prorata de TVA ;



- Une provision pour risque sur des partenariats de 0,6 M€ ;
- Une provision liée au marché de 0,3 M€ ;
- Dotation en 2023 d'une provision suite à l'arrêt de la cour de cassation sur le traitement des congés payés pendant un arrêt maladie pour 4,5 M€ ;
- Reprise de provision liée aux contentieux Tiers payeur de 0,2 M€, pas de nouvelle dotation en 2023.

Le budget rectificatif 2023 ne prévoyait pas les reprises pour autres créances (impact sur le résultat net des 7,2 M€ de reprise de créances de TVA 2020 et 2021) et la dotation sur les congés payés.

L'atterrissage 2023 n'incluait pas la reprise de provision pour risque sur les créances de TVA de 7,5 M€.

## 2.2 Analyse du résultat financier

Le résultat financier de l'EFS au 31 décembre 2023 se présente comme suit :

Résultat financier												
K€	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BI 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / ATT 2023		Δ RE 2023 / BR 2023		Δ RE 2023 / RE 2022		
						K€	%	K€	%	K€	%	
Revenus des valeurs mobilières de placement	25	28	0	0	2	-3	-11,3%	25		23	1002,6%	
Reprises sur provisions et transferts de charges	81	0	0	0	176	81		81		-95	-54,0%	
Autres produits financiers	1 177	154	33	33	986	1 023	664,2%	1 144	3467,2%	192	19,4%	
<b>Produits Financiers</b>	<b>1 283</b>	<b>182</b>	<b>33</b>	<b>33</b>	<b>1 164</b>	<b>1 101</b>	<b>603,7%</b>	<b>1 250</b>	<b>3788,1%</b>	<b>120</b>	<b>10,3%</b>	
Charges d'intérêt	-83	-130	-130	-130	-91	47	-36,0%	46	-35,9%	8	-9,1%	
Autres charges financières	-799	-6	-67	-67	-689	-793	12449,9%	-732	1092,6%	-110	15,9%	
<b>Charges Financières</b>	<b>-882</b>	<b>-136</b>	<b>-197</b>	<b>-197</b>	<b>-781</b>	<b>-746</b>	<b>547,2%</b>	<b>-686</b>	<b>348,6%</b>	<b>-101</b>	<b>13,0%</b>	
<b>Résultat Financier</b>	<b>401</b>	<b>46</b>	<b>-164</b>	<b>-164</b>	<b>383</b>	<b>355</b>	<b>771,1%</b>	<b>565</b>	<b>345,0%</b>	<b>18</b>	<b>4,7%</b>	

Le résultat financier 2023 atteint 0,4 M€ et reste au niveau de 2022 (+0,02 M€).

Les produits financiers s'élèvent à 1,3 M€ et sont constitués principalement des intérêts moratoires sur des créances commerciales pour 1,2 M€.

Les charges financières atteignent 0,9 M€ dont 0,8 M€ de dotations aux provisions pour intérêts moratoires et 0,1 M€ de charges d'intérêts sur l'emprunt banque postale en cours.

## 2.3 Impôt sur les sociétés – Impôt forfaitaire annuel

### ✓ Crédit d'Impôt Recherche (CIR)

L'EFS a fait le choix lors de sa création d'opter pour le dispositif fiscal du crédit d'impôt en faveur de la recherche. Le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) 2023 s'élève à 3,0 M€.

Le CIR 2022 a fait l'objet d'un complément de 0,1 M€ en 2023 suite à une modification. Au total, le CIR est en hausse de 0,1 M€ entre les 2 années de référence.

### ✓ Impôt sur les Sociétés (IS)

L'EFS n'est pas soumis à l'IS au titre de 2023 en raison d'un résultat fiscal négatif.

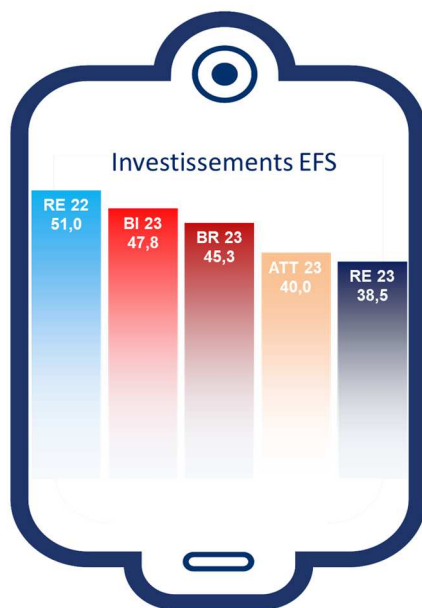
### ✓ Contrôle fiscal

Suite à un contrôle fiscal en 2022, l'EFS a réglé en 2023 un redressement sur les CIR 2019 à 2021 de 1,0 M€, provisionné en 2022 à hauteur de 0,8 M€.

### 3 INVESTISSEMENTS

En 2023, le contexte financier défavorable de l'EFS, fragilisé notamment par la baisse des cessions de CGR, a conduit l'établissement à mettre en place une politique d'économie afin de sauvegarder sa trésorerie. Les dépenses d'investissement ont ainsi été systématiquement questionnées afin de les réduire aux lignes urgentes et indispensables. Cet effort s'est matérialisé dans le budget rectificatif 2023 validé lors du conseil d'administration du 21 juillet avec un niveau d'investissement ramené à 45,3 M€ soit une baisse de 2,5 M€.

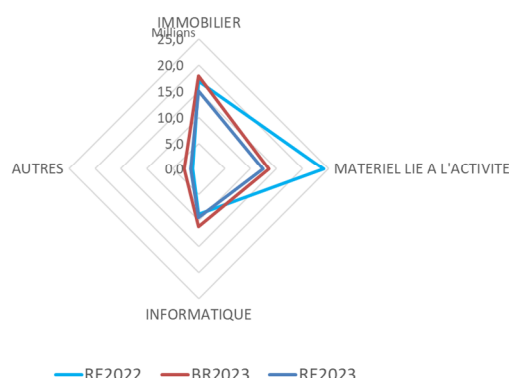
En 2023, les investissements s'élèvent à 38,5 M€ soit une sous consommation de 6,8 M€ (-15%) par rapport au budget rectificatif 2023 (45,3 M€) reflétant l'application stricte de la stratégie de restriction des dépenses.



Le tableau ci-dessous présente les écarts du réalisé 2023 avec l'atterrissage 2023, le budget 2023 initial, le budget rectificatif et le réel 2022 par type de projets au sein des quatre grandes natures d'investissements :

Structure des investissements											
K€	RE2023	ATT2023	BR2023	BI2023	RE2022	Δ RE2023 / ATT2023		Δ RE2023 / BR2023		Δ RE2023 / RE2022	
						K€	%	K€	%	K€	%
Projets immobiliers nationaux	6 428	6 279	7 575	9 469	8 531	149	2%	-1 147	-15%	-2 103	-25%
Maisons du don	1 380	1 413	1 425	1 180	1 253	-33	-2%	-45	-3%	127	10%
Projets immobiliers régionaux	4 372	4 406	5 863	6 941	4 258	-35	-1%	-1 492	-25%	113	3%
Divers immobilier	2 871	3 231	3 021	3 044	2 858	-360	-11%	-150	-5%	13	0%
IMMOBILIER	15 051	15 330	17 885	20 634	16 901	-279	-2%	-2 834	-16%	-1 851	-11%
Matériel sur projets immobiliers	319	388	320	386	191	-70	-18%	-1	0%	128	67%
Projets matériel identifiés	2 645	2 830	3 096	3 492	3 129	-185	-7%	-451	-15%	-483	-15%
PPR	5 056	4 988	5 337	7 088	15 993	67	1%	-282	-5%	-10 937	-68%
Divers matériel	4 386	4 776	4 753	4 423	4 791	-390	-8%	-367	-8%	-404	-8%
MATERIEL LIE A L'ACTIVITE	12 406	12 983	13 507	15 388	24 103	-577	-4%	-1 101	-8%	-11 697	-49%
Informatique sur projets immobiliers	51	55	75	59	47	-4	-6%	-24	-31%	4	10%
Projets DSI Nationaux	6 649	7 196	8 062	6 655	5 433	-547	-8%	-1 412	-18%	1 217	22%
Projets DSI Régionaux	2			0	548	2		2		-546	-100%
Divers informatique	165	141	126	202	476	25	18%	39	31%	-311	-65%
PPR DSI	2 536	2 586	2 890	2 012	2 339	-51	-2%	-354	-12%	197	8%
INFORMATIQUE	9 403	9 978	11 153	8 928	8 843	-575	-6%	-1 750	-16%	561	6%
Mobilier sur projets immobiliers nationaux	107	97	70	89	125	10	10%	37	53%	-18	-15%
Mobilier, Véhicules, Divers	1 325	1 379	2 458	2 544	871	-54	-4%	-1 133	-46%	455	52%
Divers Autres	169	234	246	236	186	-65	-28%	-76	-31%	-16	-9%
AUTRES	1 601	1 709	2 773	2 868	1 181	-108	-6%	-1 172	-42%	420	36%
TOTAL	38 461	40 000	45 318	47 818	51 028	-1 539	-4%	-6 857	-15%	-12 567	-25%

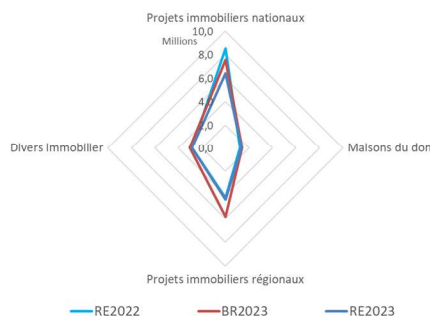
### Investissements par nature (En M€)



## 3.1 Les investissements immobiliers

Les investissements immobiliers enregistrent un retard de 2,8 M€ par rapport au budget rectificatif et sont en recul de 1,9 M€ par rapport au réalisé 2022. La moindre consommation des investissements immobiliers concerne en premier lieu les projets immobiliers régionaux (programmes inférieurs à 760 K€) en retrait de 1,5 M€ par rapport au budget rectificatif puis les projets immobiliers nationaux avec une sous-consommation de 1,1 M€.

### Investissements immobiliers (En M€)



### 3.1.1 L'immobilier national

En 2023, l'immobilier national représente 17% des dépenses d'investissements soit la même part qu'en 2022. Par rapport au budget rectificatif, les réalisations 2023 affichent un retard de 1,1 M€ et un retrait de 2,1 M€ par rapport au réel 2022.

Parmi les projets nationaux en cours, on peut citer :

- **En Provence Alpes Côte d'Azur Corse**, suite à la vente du site de Saint-Laurent du Var, les travaux de déménagement et d'installation de l'activité du départ collecte sur le CHU ont été effectués en 2023 à hauteur de 0,6 M€ ;
- **En Nouvelle Aquitaine**, la restructuration du site de Bordeaux se poursuit. Les travaux au sous-sol comprennent l'aménagement partiel du laboratoire de biobanque, une partie du plateau de préparation et la salle de cryogénéisation de thérapie cellulaire. Enfin, les études pour le réaménagement du laboratoire IHD, zone la plus critique où il est urgent d'intervenir compte tenu des conditions de travail, ont débuté pour une mise en œuvre 2024. En 2023, la consommation s'établit à 1,1 M€ ;  
**En Bourgogne Franche Comté**, les travaux pour le projet de restructuration du laboratoire de l'AICT à Besançon ont été en grande partie réceptionnés en 2022 pour 1,2 M€ et achevés en 2023 pour un montant de 0,5 M€ ;
- **En Bretagne**, les dernières opérations de réception du plateau technique de Rennes ont entraîné une consommation de 0,1 M€ en 2023 portant le coût total du projet à 6,6 M€ ;

- **En Hauts-de-France Normandie** : lancé en 2022, le projet de construction d'un bâtiment regroupant des laboratoires et une unité de production (préparation) des produits sanguins labiles situé sur un terrain dont l'EFS est propriétaire à Lille se poursuit en 2023. Les études menées ont entraîné une consommation de 0,7 M€. Le début des travaux est prévu pour 2024 avec un budget annuel de 2,1 M€. Le montant global de cette opération pluriannuelle atteint 40 M€.  
Les travaux sur le site d'Amiens menés par l'hôpital ayant pris du retard sur 2022, ont été achevés et réceptionnés sur 2023 pour 1,2 M€ ;
- **En Grand Est**, l'établissement a réalisé en 2023 des travaux de rénovation pour le site de Charleville-Mézières avec une consommation de 0,8 M€ ;
- **En Auvergne Rhône Alpes**, début des travaux de réfection complète pour Chambéry piloté par l'hôpital qui s'élèvent à 0,1 M€ et fin des travaux d'agrandissement de Metz Tessa pour 0,7 M€.

### 3.1.2 Les Maisons du Don (MDD)

Les investissements sur les projets de maisons du don atteignent 1,4 M€ en 2023 et concernent principalement deux projets :

- **En Auvergne Rhône Alpes** : fort du succès de la maison du don de Lyon située quartier Perrache, un nouveau projet de maison du don proche de la gare Part-Dieu a été validé en 2021. Les travaux ont débuté et été réceptionnés à hauteur de 1 M€ en 2023 pour une livraison prévue début 2024 ;
- **En Ile de France**, les études et travaux préparatoires en vue du projet de la maison du don Zola ont débuté. La consommation est de 0,2 M€ pour 2023. L'achèvement des travaux est prévu pour mi 2024 pour un montant de 1,8 M€.

Pour des montants moins significatifs, on peut noter aussi la fin du projet de maison de plasma sur Hazebrouck et l'installation du wi-fi pour 0,1 M€ ou encore le début des études pour les travaux d'implantation de la future maison du don de Martinique à Fort de France (inauguration prévue en septembre 2024).

### 3.1.3 Les projets immobiliers régionaux

En 2023, les projets immobiliers régionaux représentent un investissement de 4,4 M€ pour un budget rectificatif à 5,9 M€. Il s'agit de projets de rénovation/restructuration, d'installation et d'aménagement spécifiques (GTC, groupes froids, chambres froides, etc.) dont le montant est compris entre 100 K€ et 762 K€.

Le niveau d'investissement 2023 est quasi-équivalent au niveau 2022 mais avec un pourcentage de réalisation budgétaire de 73% contre 61% l'an passé.

Parmi les principaux projets, on peut citer :

- **En Centre Pays de Loire** : la poursuite de la sécurisation des installations ABG (MTI) entraîne un investissement de 0,9 M€ sur 2023 ;
- **En Île de France** : le projet de remise à niveau des systèmes de climatisation, chauffage et ventilation sur plusieurs sites parisiens se poursuit et entraîne une consommation de 0,6 M€ en 2023 ;
- **En Bourgogne Franche Comté** : suite au départ du LIHR, la restructuration du laboratoire de contrôle qualité de Besançon a débuté en 2023 pour un coût de 0,3 M€ ;
- **En Hauts de France Normandie** : la rénovation de la toiture du site de Caen, non prévue au budget initial, a entraîné une consommation de 0,3 M€.

### 3.1.4 Les enveloppes d'entretien et de rénovation

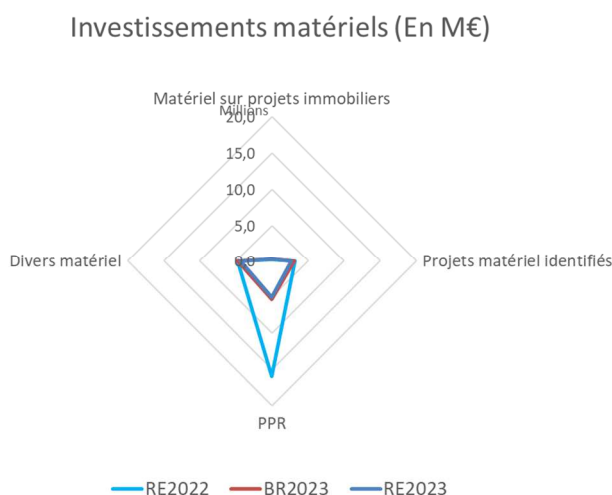
Le « divers immobilier » comprend les enveloppes fongibles gérées par les régions pour les petits travaux destinés à maintenir les sites. Sa consommation atteint 2,9 M€ en 2023.

Sur la base d'un parc immobilier de 311 271 m<sup>2</sup> de surfaces utiles brutes, ces dépenses représentent un coût de 9,22 € au m<sup>2</sup> (vs 9,34 €/m<sup>2</sup> en 2022 et 11,4 €/m<sup>2</sup> en 2021).

Ce ratio s'élève à 23,27 €/m<sup>2</sup> lorsqu'on additionne les projets identifiés régionaux aux enveloppes fongibles (à comparer aux 23,24 €/m<sup>2</sup> en 2022 et 25,0 €/m<sup>2</sup> en 2021).

## 3.2 Les investissements matériels

Les investissements matériels liés à l'activité s'élèvent à 12,4 M€ pour un budget rectificatif à 13,5 M€ soit une consommation de 92%. 41% de ces dépenses sont réalisées au travers du PPR (plan pluriannuel de renouvellement du matériel), 21% sont réalisées sur des projets matériels identifiés et validés par le National et 3% en lien avec des projets immobiliers. Les 35% restants correspondent à des investissements financés sur les enveloppes fongibles directement gérées par les ETS dans le cadre du renouvellement de l'appareil de production.



*L'année 2023 est marquée par le fort retrait sur les investissements dédiés au plan pluriannuel de renouvellement du matériel.*

### 3.2.1 Les investissements matériels sur les projets immobiliers

Les investissements sur projet immobiliers atteignent 0,3 M€ en 2023 en ligne avec le budget rectificatif 2023 et en augmentation de 0,1 M€ par rapport à 2022. Les principaux investissements réalisés sont relatifs aux travaux de réhabilitation du sous-sol de site de Bordeaux pour 147 K€, aux travaux du laboratoire AICT de Besançon ou encore à l'aménagement de la seconde maison du don de Lyon.

### 3.2.2 Les projets matériels identifiés

Les investissements matériels sur les projets identifiés s'élèvent à 2,6 M€ pour un budget rectificatif de 3,1 M€. Les principaux investissements réalisés sont les suivants :

- Le programme de sécurisation des chambres froides : 83% du budget a été consommé soit 0,9 M€ d'investissements réalisés pour un budget annuel de 1,1 M€ ;
- L'investissement dans les matériels de recherche : 0,4 M€ d'investissements soit 62% du budget consommé ;
- L'acquisition d'un gyrostockeur pour l'activité de distribution sur le site de Grenoble pour 0,4 M€ ;
- L'acquisition de matériels dédiés à l'activité de production de réactifs (UPR) pour 0,2 M€ ;
- L'acquisition de 0,2 M€ de divers matériels pour les activités connexes.

### 3.2.3 Le plan pluriannuel de renouvellement (PPR)

Les investissements matériels réalisés au titre du PPR s'élèvent à 5,1 M€ en 2023 pour un budget rectificatif de 5,3 M€. Ces investissements sont en net recul par rapport à 2022 (-10,9 M€).

Ils concernent principalement l'acquisition de :

- Automates de sérologie pour 1,9 M€ ;
- Séparateurs de prélèvements pour 1,2 M€ ;
- Agitateurs limitateurs pour 0,5 M€ ;
- Cuves azote pour 0,4 M€ ;
- Automates de numération pour 0,3 M€ ;
- Automates IHC pour 0,2 M€ ;
- Centrifugeuses de QBD et de production pour 0,2 M€ ;
- Séparateurs de centre de soins pour 0,2 M€.

### 3.2.4 L'enveloppe fongible

Les investissements matériels fongibles gérés directement par les régions s'élèvent à 4,4 M€ en retrait de -0,4 M€ par rapport au budget rectificatif 2023 et de -0,4 M€ par rapport à l'exercice 2022.

## 3.3 Les investissements informatiques

En 2023, les investissements informatiques s'élèvent à 9,4 M€ dont 71% sont liés aux projets informatiques nationaux (6,6 M€). Le niveau de réalisation du budget d'investissement informatique est de 84%.

Les principales dépenses au niveau national sont les suivantes :

- 1,4 M€ lié à la nouvelle plate-forme Néo,
- 0,7 M€ lié au programme Innovadon,
- 0,6 M€ lié au SI Donneur (Mon rendezVous),
- 0,4 M€ lié aux évolutions du logiciel médico-technique (Inlog),
- 0,4 M€ lié au projet MTI,
- 0,4 M€ lié à la migration SAP Hana,
- 0,3 M€ lié au projet de facturation Innovente,
- 0,3 M€ lié au projet de migration de l'application PSION vers Android,
- 0,3 M€ lié à la sécurisation du système d'information,
- 0,2 M€ lié à la mise en place du nouvel outil budgétaire Sac Planning,
- 0,2 M€ lié à l'acquisition de PC de collecte,
- 0,2 M€ lié au développement de l'outil décisionnel,
- 0,1 M€ pour la refonte du site institutionnel,
- 0,1 M€ lié au développement de l'outil pour le HLA.

En 2023, le plan pluriannuel de renouvellement des matériels informatiques (PPR DSI) piloté par le national, allouait aux établissements un budget initial de 2,0 M€ principalement pour le remplacement des postes informatiques, matériels réseau, imprimantes et smartphones. Ce budget étant insuffisant au regard des besoins et générateur de dette technique, il a été revu à la hausse à l'occasion du budget rectificatif pour atteindre 2,9 M€. Cependant, une partie des investissements n'a pu être réalisée ou réceptionnée sur l'exercice 2023. La consommation 2023 s'établit ainsi à 2,5 M€ soit 88 % du budget rectificatif.

Les autres postes pour 0,6 M€ sont constitués du budget bureautique du siège pour 0,2 M€ et des investissements informatiques reliés à des projets immobiliers pour 0,1 M€.

## 3.4 Les autres investissements

Les autres investissements représentent 1,6 M€ dont :

- 0,1 M€ lié à de l'acquisition de mobiliers sur des projets immobiliers ;
- 0,3 M€ pour l'acquisition de véhicules de prélèvement (0,2 M€ en Auvergne-Rhône-Alpes et 0,1 M€ en Centre Pays de la Loire) ;
- 0,1 M€ dans le cadre du projet national PAPRI Pact ;
- 0,4 M€ lié aux projets HSE.

Toute nature confondue, les investissements réalisés au titre des enveloppes fongibles s'élèvent à 7,6 M€ soit -0,6 M€ par rapport au budget rectificatif et en retrait de 0,7 M€ par rapport à 2022 (-9%).



## 4 ANALYSE DES EQUILIBRES FINANCIERS

### 4.1 Variation du fonds de roulement

En 2023, malgré l'augmentation de la capacité d'autofinancement et la forte baisse des investissements, les ressources restent inférieures aux emplois générant une diminution du fonds de roulement de 14,2 M€.

TABLEAU DE FINANCEMENT - EMPLOIS						TABLEAU DE FINANCEMENT - RESSOURCES					
Emplois - K€	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BU 2023	RE 2022	Ressources - K€	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BU 2023	RE 2022
<b>Augmentation d'éléments de l'actif brut immobilisé</b>	<b>40 401</b>	<b>40 000</b>	<b>45 318</b>	<b>47 818</b>	<b>52 953</b>	<b>Capacité d'autofinancement retraitée</b>	<b>23 562</b>	<b>-6 490</b>	<b>-5 617</b>	<b>-22 576</b>	<b>4 778</b>
Acquisition d'immobilisations	40 401	40 000	45 318	47 818	52 953	Cessions ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé	6 492	5 490	5 000	5 000	5 849
Immobilisations incorporelles	4 545	5 000	5 000	5 000	4 060	Cessions d'immobilisations	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	33 916	35 000	40 318	42 818	46 968	Immobilisations incorporelles	5 321	5 273	5 000	5 000	4 667
Immobilisations MAD	0	0	0	0	0	Immobilisations corporelles	1 171	217	0	0	1 182
Immobilisations financières	1 940	0	0	0	1 925	Immobilisations financières	0	0	0	0	0
<b>Réduction des capitaux propres</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>Augmentation des capitaux propres :</b>	<b>1 310</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>348</b>
Diminution de capital	0	0	0	0	0	Augmentation par dotations / apports	0	0	0	0	0
Diminution des autres capitaux propres	0	0	0	0	0	Augmentation des autres capitaux propres	0	0	0	0	0
Diminution des subventions d'investissement	0	0	0	0	0	Augmentation des subventions d'investissement	1 310	0	0	0	348
						Augmentation des subventions d'investissement MAD	0	0	0	0	0
<b>Remboursement d'emprunt et dettes assimilées</b>	<b>1 500</b>	<b>1 500</b>	<b>1 500</b>	<b>1 500</b>	<b>1 500</b>	<b>Augmentation des emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>41 901</b>	<b>41 500</b>	<b>46 818</b>	<b>49 318</b>	<b>54 453</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>31 364</b>	<b>-1 000</b>	<b>-617</b>	<b>-17 576</b>	<b>10 975</b>
<b>Variation du fonds de roulement (ressource nette)</b>						<b>Variation du fonds de roulement (emploi net)</b>	<b>10 537</b>	<b>42 500</b>	<b>47 435</b>	<b>66 894</b>	<b>43 478</b>

#### 4.1.1 Les ressources

En 2023, les ressources de l'EFS augmentent de 20,4 M€ et s'élèvent à 31,4 M€ contre 11,0 M€ en 2022.

Cette évolution s'explique par :

- L'augmentation de la capacité d'autofinancement de 18,8 M€ ;
- La hausse des cessions d'actifs de 0,6 M€ ;
- L'augmentation des subventions d'investissement de 1,0 M€.

##### 4.1.1.1 Capacité d'autofinancement

Capacité d'Autofinancement							
K€	RE2023	ATT 2023	BR2023	BI 2023	RE 2022	Δ RE2023 / RE 2022	
						K€	%
RESULTAT NET	-8 667	-35 080	-41 531	-58 491	-40 372	31 705	21%
+ Dotations aux amortissements	41 835	40 425	42 861	42 861	40 650	1 186	103%
+ DAP EXPLOITATION	94 058	88 645	80 760	80 760	95 139	-1 081	99%
+ DAP FINANCIERES	801	3	50	50	637	165	126%
- RAP EXPLOITATION	98 662	94 857	81 554	81 554	85 570	13 092	115%
- RAP FINANCIERES	81	0	0	0	176	-95	46%
- QP Financement externe virée au résultat	1 120	970	1 132	1 132	1 624	-504	69%
- QP Subvention virée au résultat	941	874	904	904	1 072	-131	88%
- PCEA	5 321	5 293	5 135	5 135	4 667	654	114%
+ VCEA	1 658	1 511	968	968	1 833	-175	90%
CAF COMPTABLE	23 562	-6 490	-5 617	-22 576	4 778	18 784	493%

La capacité d'autofinancement dégagée au titre de l'exercice 2023 s'élève à 23,6 M€, en hausse de 18,8 M€ par rapport à 2022.

L'augmentation du niveau de la CAF est à mettre en lien avec la hausse de l'EBE qui atteint 15,8 M€ en 2023 soit +18,7 M€ par rapport à 2022.

Remarque : suite au changement de plan de compte intervenu en juin 2020, les charges relatives au compte épargne temps des salariés ne constituent plus des dettes sociales mais une provision pour risques et charges. Afin de conserver une meilleure comparabilité entre exercices dans l'analyse du tableau de financement, il a été décidé de conserver ces charges dans les passifs circulants de l'entreprise. En parallèle, ces charges ont été réintégrées dans le calcul de la capacité d'autofinancement.

#### **4.1.1.2 Cessions ou réductions d'actifs immobilisés**

Les produits de cessions des éléments d'actifs corporels s'élèvent à 5,3 M€ au 31 décembre 2023. Ils sont en hausse de 0,7 M€ par rapport à 2022 et correspondent principalement à la cession immobilière du site de Saint Laurent du Var en région Provence Alpes Côte d'Azur Corse pour 5 M€. Les 0,3 M€ restant sont constitués des cessions de véhicules et de matériels pour des valeurs unitaires inférieures à 20 000 €.

Les immobilisations financières correspondent essentiellement à des dépôts, prêts ou cautionnements donnés par l'EFS ainsi que la participation des employeurs à l'effort de construction dont l'EFS s'acquitte sous forme de prêts remboursables sur 20 ans. Ainsi, en 2023, l'EFS a mobilisé des ressources à hauteur de 1,9 M€ à cet effet et perçu des remboursements pour 1,2 M€ en contrepartie.

#### **4.1.1.3 Subventions d'investissements**

Les subventions d'investissement s'élèvent à 1,3 M€ en 2023 en augmentation de 1,0 M€ par rapport à 2022. Elles correspondent principalement aux subventions suivantes :

- 0,5 M€ versé par l'état dans le cadre du projet Résilience II pour l'installation de panneaux photovoltaïques en Guadeloupe ;
- 0,5 M€ de subventions ANR pour financer le projet PIBT AIBB (intégrateur biothérapie bioproduction) ;
- 0,1 M€ de subventions de la région Île de France pour le projet sésame et le financement d'un laveur de cellules.

#### **4.1.1.4 Emprunts**

En 2023, l'établissement Français du Sang n'a pas mis en place de nouvel emprunt. Pour rappel, un emprunt de 15 M€ a été contractualisé en 2020 auprès de La Banque Postale afin de financer une partie des investissements immobiliers. Le prêt a été mis en place en septembre 2020 pour une durée de 10 ans avec un taux d'intérêt annuel fixe de 0,72%.

### **4.1.2 Les emplois**

Les emplois 2023 sont en baisse de 12,6 M€ par rapport à 2022 passant ainsi de 54,5 M€ à 41,9 M€.

#### **4.1.2.1 Acquisition d'immobilisations**

Le montant des acquisitions d'immobilisations s'élève à 40,4 M€ (-12,6 M€ par rapport à 2022 et -7,4 M€ par rapport au budget initial 2023). Elles se décomposent comme suit :

- Immobilisations incorporelles : 4,5 M€ (+0,5 M€ par rapport à 2022) ;
- Immobilisations corporelles : 33,9 M€ (-13,1 M€ par rapport à 2022) ;
- Immobilisations financières : 1,9 M€ (stables par rapport à 2022).

L'analyse des investissements est réalisée dans la partie « 3. Les investissements de l'exercice 2023 ».

#### 4.1.2.2 Réduction des capitaux propres

Aucune réduction des capitaux propres n'est constatée en 2023.

#### 4.1.2.3 Remboursements d'emprunts et dettes assimilées

Le remboursement de dettes effectué en 2023 est identique à celui de l'exercice précédent. En 2023, les remboursements pour 1,5 M€ sont constitués uniquement des échéances de l'emprunt Banque Postale de 15 M€.

Taux d'endettement				
En K€	RE 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Dettes financières MLT	10 284	11 780	-1 495	-12,7%
Capitaux propres	256 258	265 690	-9 431	-3,5%
<b>Taux d'endettement</b>	<b>4,0%</b>	<b>4,4%</b>		

Taux d'endettement				
En K€	RE 2023	RE 2022	Δ RE 2023 / RE 2022	
			K€	%
Dettes financières MLT	10 284	11 780	-1 495	-12,7%
CAF comptable	23 562	4 778	18 784	393,1%
<b>Taux d'endettement</b>	<b>43,6%</b>	<b>246,5%</b>		

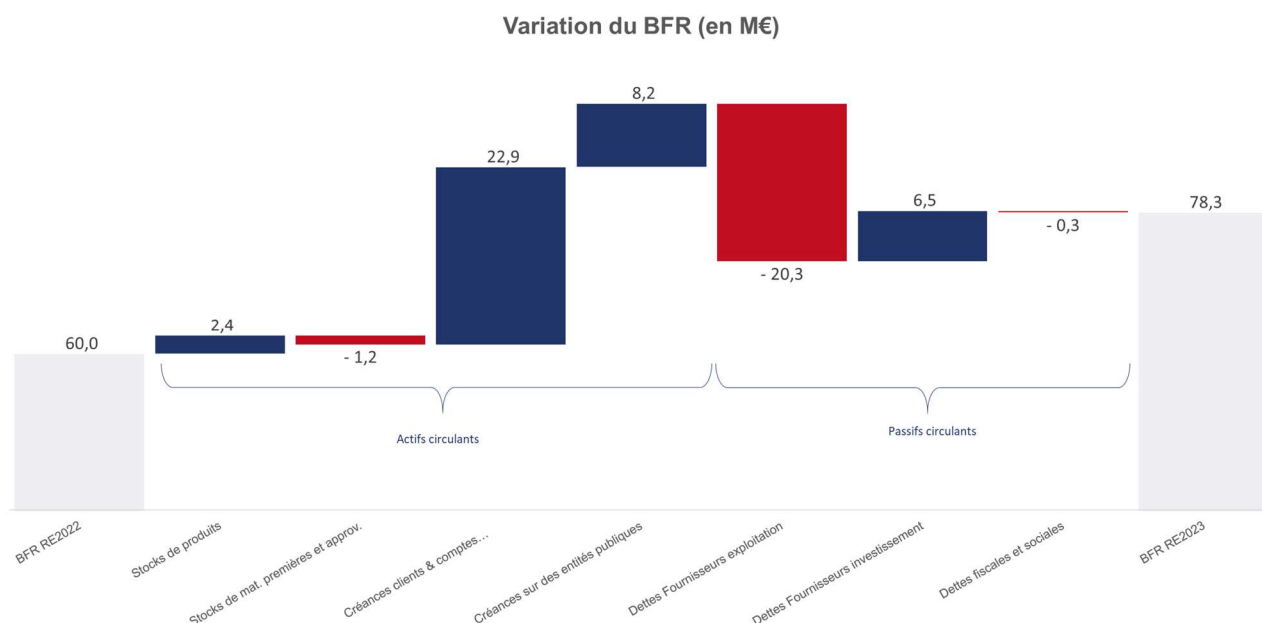
Avec le remboursement de l'emprunt, le niveau d'endettement de l'EFS diminue légèrement entre 2022 et 2023 passant de 4,4% à 4,0% de ses capitaux propres au 31/12/2023.

#### 4.1.3 Variation du besoin en fonds de roulement (« BFR »)

Au 31 décembre 2023, le besoin en fonds de roulement de l'EFS augmente de 18,3 M€ par rapport à l'exercice 2022 passant ainsi de 60,0 M€ à 78,3 M€.

Variation du BFR				
En K€	RE2023	RE2022	Δ RE2023 / RE2022	
			K€	%
Actifs circulants	301 107	268 751	32 355	12,0%
Passifs circulants	222 777	208 727	14 050	6,7%
<b>BESOIN EN FOND DE ROULEMENT</b>	<b>78 329</b>	<b>60 024</b>	<b>18 305</b>	<b>30,5%</b>

Contrairement aux cinq exercices passés, les actifs circulants (stocks + créances) augmentent entre 2022 et 2023 et de façon importante : +32,4 M€ soit +12 %. Les passifs circulants augmentent également mais de façon moindre : +14,1 M€ soit +6,7% entre les deux exercices.



La hausse des actifs circulants consécutive à l'augmentation des créances clients est moins que compensée par la hausse des dettes fournisseurs.

#### Données financières

En K€	RE2023	RE2022	Δ RE2023 / RE2022
<b>Actifs d'exploitation :</b>	<b>301 107</b>	<b>268 751</b>	<b>32 355</b>
Stocks et en-cours	70 168	68 952	1 215
Avances et acomptes versés sur commandes	478	163	314
Créances clients	194 690	173 640	21 050
Créances sur des entités publiques (Etat, autres EP)	23 050	14 860	8 190
Autres débiteurs	12 721	11 136	1 586
<b>Dettes d'exploitation :</b>	<b>222 777</b>	<b>208 727</b>	<b>14 050</b>
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0	0	0
<b>Dettes Fournisseurs</b>	<b>129 046</b>	<b>114 531</b>	<b>14 515</b>
Dettes Fournisseurs investissement	17 915	24 449	-6 533
Dettes Fournisseurs exploitation	111 131	90 083	21 048
Dettes Fiscales et sociales	88 182	87 926	255
Autres créditeurs	5 549	6 269	-720
<b>BFR</b>	<b>78 329</b>	<b>60 024</b>	<b>18 305</b>

#### 4.1.3.1 Actif circulant

En 2023, la hausse des actifs d'exploitation de 32,4 M€ est essentiellement liée à la hausse des créances clients (+21,1 M€) combinée à la hausse des créances sur entités publiques (+8,2 M€) et des stocks de produits dans une moindre mesure (+2,4 M€).

##### ✓ Stocks et en-cours

Entre 2022 et 2023, les stocks et encours augmentent de 1,2 M€ dont +2,4 M€ sur les produits et -1,2 M€ les approvisionnements.

Le ratio de rotation des stocks s'établit à 28,6 jours de chiffre d'affaires hors taxes en 2023. Il est en augmentation de 0,3 jours par rapport à 2022 du fait d'une augmentation relative plus importante des stocks (+1,8%) par rapport au chiffre d'affaires (+0,7%).

Délai de rotation des stocks			
En K€	RE2023	RE 2022	Δ RE2023 / RE 2022
Matières premières approvisionnements	35 483	36 656	-1 174
En cours de production de biens	6 656	6 604	52
Produits intermédiaires et finis	27 455	25 110	2 346
Marchandises	573	582	-8
<b>Stocks et encours</b>	<b>70 168</b>	<b>68 952</b>	<b>1 215</b>
<b>Chiffre d'affaires HT</b>	<b>883 543</b>	<b>877 381</b>	<b>6 162</b>
<b>En jours de CA HT</b>	<b>28,6</b>	<b>28,3</b>	<b>0,3</b>

✓ Créances clients

Entre 2022 et 2023, le ratio de rotation des créances clients passe de 71,1 à 78,8 jours de chiffre d'affaires TTC. Cette dégradation est liée à l'augmentation importante des créances clients (+21,1 M€ entre les deux exercices).

Délai de rotation des créances Clients			
En K€	RE2023	RE 2022	Δ RE2023 / RE 2022
Chiffres d'affaires TTC	889 871	878 785	11 087
Créances clients et créances rattachées	194 690	173 640	21 050
<b>En jours de CA TTC</b>	<b>78,8</b>	<b>71,1</b>	<b>7,6</b>

✓ Délais d'encaissement et d'apurement de l'encours

Entre 2022 et 2023, le délai de règlement en métropole passe de 56 à 59 jours. Combiné à la hausse des délais de règlement des clients dans les DOM (+67 jours) et spécifiquement dans la zone Antilles, le délai de paiement moyen pondéré atteint 64 jours en 2023 soit une augmentation de 4 jours par rapport à 2022.

Délai moyen	% CA	2023	2022	2021	2020
Hors DOM	96,9%	59	56	58	58
DOM	3,1%	227	160	190	240
<b>Pondéré</b>		<b>64</b>	<b>60</b>	<b>62</b>	<b>64</b>

Entre 2022 et 2023, le délai moyen d'apurement augmente de 2 jours pour atteindre 67 jours.

DSO moyen	% CA	2023	2022	2021	2020
Hors DOM	96,9%	65	63	64	65
DOM	3,1%	131	112	126	122
<b>Pondéré</b>		<b>67</b>	<b>65</b>	<b>66</b>	<b>66</b>

✓ Créances sur des entités publiques

Entre 2022 et 2023, les créances sur les entités publiques augmentent de 8,2 M€ en lien principalement avec le crédit d'impôt recherche pour 1,5 M€ et le crédit de TVA pour 7,5 M€.

#### 4.1.3.2 Passif circulant

Les dettes d'exploitation augmentent de 14,5 M€ entre 2022 et 2023. Cette augmentation est concentrée sur les dettes fournisseurs en hausse de 14,5 M€. A noter que les dettes fournisseurs d'exploitation sont en augmentation de 21,1 M€ alors que les dettes fournisseurs investissements sont en retrait de 6,5 M€.

✓ Dettes fournisseurs

Les dettes fournisseurs atteignent 129,0 M€ en 2023 soit une augmentation de 14,5 M€ (+12,7%) dont +21,1 M€ sur les fournisseurs exploitation et -6,5 M€ sur les dettes fournisseurs investissements. Le ratio de rotation fournisseurs augmente ainsi de 8,9 jours entre les deux exercices pour atteindre 94,2 jours d'achats TTC.

Délai de rotation des dettes Fournisseurs			
En K€	RE2023	RE 2022	Δ RE2023 / RE 2022
Achats, charges externes, MAD et investissements TTC	493 119	483 253	9 867
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	129 046	114 531	14 515
<b>En jours d'achat TTC</b>	<b>94,2</b>	<b>85,3</b>	<b>8,9</b>

✓ Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales évoluent peu entre 2022 et 2023. Elles s'élèvent à 88,2 M€ contre 87,9 M€ en 2022 soit une augmentation de 0,3 M€.

Remarque : suite au changement de plan de compte intervenu en 2020, les charges relatives au compte épargne temps des salariés ne constituent plus des dettes sociales mais une provision pour risques et charges. Afin de conserver une meilleure comparabilité entre exercices dans l'analyse du tableau de financement, il a été décidé de conserver ces charges dans les passifs circulants de l'entreprise. En parallèle, ces charges ont été réintégrées dans le calcul de la capacité d'autofinancement.

## 4.2 Variation nette de trésorerie

en K€	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BU 2023	RE 2022
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT	-10 537	-42 500	-47 435	-66 894	-43 478
VARIATION DU B.F.R.	18 305	2 667	974	-5 871	1 073
VARIATION DE TRESORERIE	-28 842	-45 167	-48 408	-61 023	-44 551
<b>TRESORERIE NETTE</b>	<b>9 840</b>	<b>-6 484</b>	<b>-9 726</b>	<b>-22 422</b>	<b>38 682</b>

K€	RE 2023	ATT 2023	BR 2023	BU 2023	RE 2022
FONDS DE ROULEMENT	88 170	56 206	51 271	23 249	98 706
B.F.R.	78 329	62 691	60 998	45 671	60 024
<b>SOLDE DE TRESORERIE</b>	<b>9 840</b>	<b>-6 485</b>	<b>-9 726</b>	<b>-22 423</b>	<b>38 682</b>

Le niveau de trésorerie au 31 décembre 2023 s'élève à 9,8 M€ soit -28,9 M€ par rapport à fin 2022. En effet, la capacité d'autofinancement et la cession des éléments d'actifs ne permettent pas de financer les investissements 2023 et l'augmentation du besoin de fonds de roulement.



